

Funded by the European Union

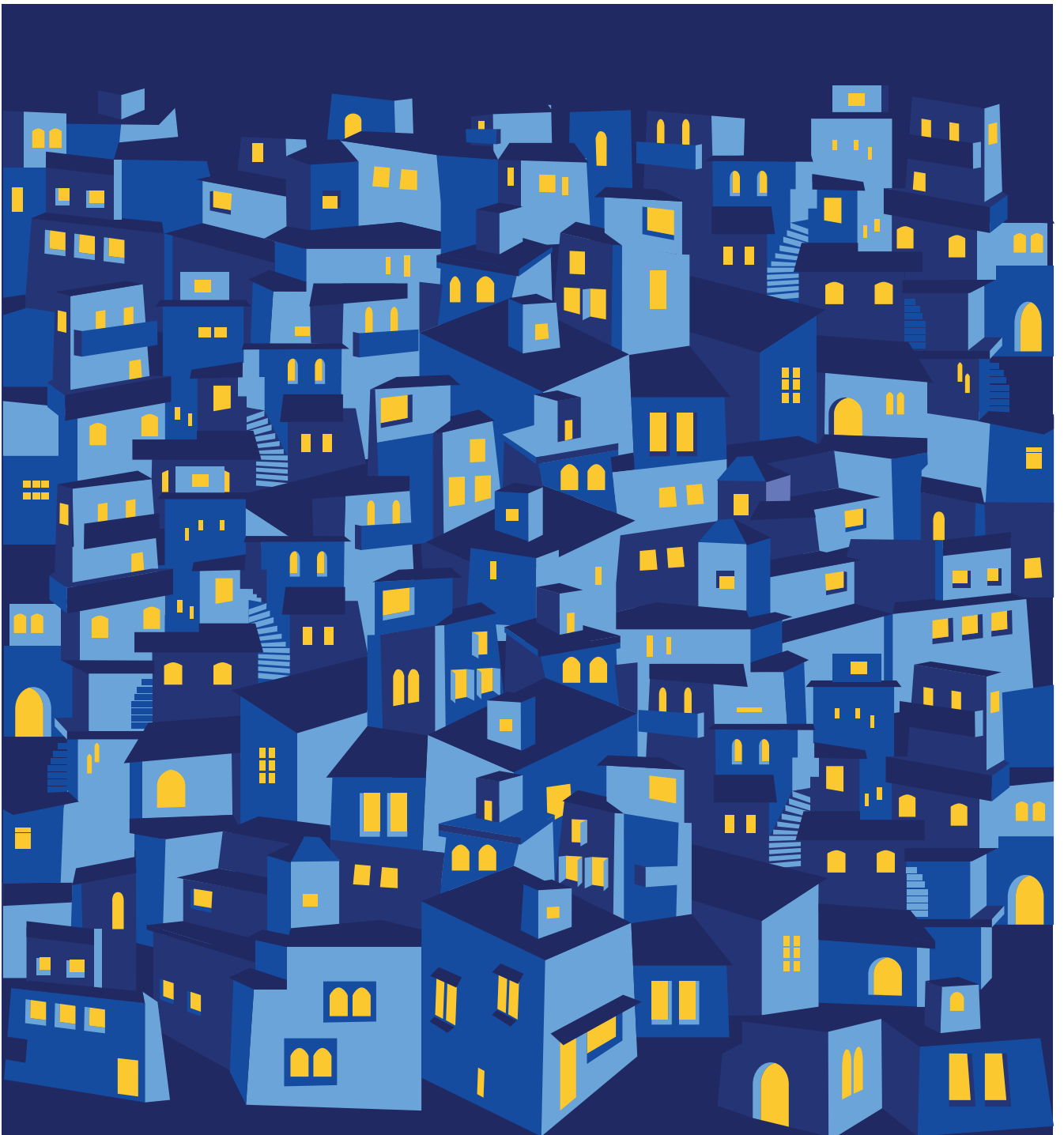


Implemented by



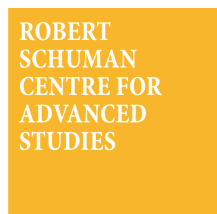
Impact des attitudes de l'opinion publique en matière de migration sur l'environnement politique dans la région euro-méditerranéenne

Premier chapitre : Europe



Réalisé dans le cadre du programme EUROMED Migration IV financé par l'UE, cette étude a été conduite pour le compte du Centre International pour le Développement des Politiques migratoires (ICMPD) par l'Observatory of Public Attitudes to Migration – Migration Policy Centre, Institut universitaire européen, Florence

Dr. James Dennison



<http://migrationpolicycentre.eu/opam/about> <http://migrationpolicycentre.eu>

© Union européenne, 2019

Les informations et opinions exprimées dans cette étude sont celles de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne. Les institutions et organes de l'Union européenne, ou toute personne agissant en leur nom, ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation qui pourra être faite des informations contenues dans cette étude.

La présente étude comporte des liens hypertextes vers des sources et des références accessibles en ligne.

Les lecteurs sont vivement invités à consulter la version numérique de cette étude pour pouvoir accéder correctement à tous les liens.

Conception : Pietro Bruni - helloo.org

Table des matières

Résumé analytique	4
Introduction	6
Quelle est la « prépondérance » de la question migratoire et quelles en sont les conséquences ?	7
De quelle façon la prépondérance de l'immigration évolue-t-elle en Europe et quelle incidence a-t-elle sur les résultats électoraux ?	14
Pour quelles raisons la prépondérance de l'immigration évolue-t-elle ?	19
Étude de cas : Quel devrait être l'impact de la prépondérance de l'immigration sur les élections au Parlement européen de 2019 ?	25
Recommandations	29
Bibliographie	30

Résumé analytique

Ce document constitue le premier des trois chapitres du rapport intitulé « Impact des attitudes de l'opinion publique en matière de migration sur l'environnement politique dans la région euro-méditerranéenne ». Ce rapport fait partie intégrante de *l'Étude de phase III d'Euromed Migration en matière de communications*. Ce rapport fait à la suite de *l'Étude de phase II d'Euromed Migration en matière de communications*, intitulée « Public attitudes on migration : rethinking how people perceive migration » (Attitudes de l'opinion publique en matière de migration : repenser les perceptions de la migration), qui a montré que les attitudes à l'égard de la migration dans la région euro-méditerranéenne semblent être restées relativement stables au fil des ans, même si l'importance que chacun attribue au phénomène a évolué. Ce chapitre cherche à savoir comment, et pourquoi, l'importance ou la prépondérance de la question migratoire ont radicalement évolué dans les politiques européennes. La prépondérance est ici définie comme l'importance relative et la dimension que les électeurs attribuent à une problématique, dans le cas présent au phénomène migratoire et, plus particulièrement aux fins de ce chapitre, à la question de l'immigration.

Ce chapitre s'appuie sur les conclusions de différentes sources scientifiques afin d'élaborer un cadre théorique qui explique comment la prépondérance d'un sujet influe sur l'issue d'une élection, à la fois en termes de résultats et de participation puis, à terme, sur les politiques publiques, par le biais de l'activation émotionnelle, l'exposition aux informations et les jugements portés sur les hommes politiques. De plus, il retrace l'évolution de la prépondérance de la question de l'immigration en Europe entre 2005 et 2018, qui fait ressortir des tendances claires d'un point de vue géographique, politique et économique. Nous présenterons également un second cadre explicatif afin de mieux comprendre l'évolution de la prépondérance de cette problématique. Il s'appuie sur la littérature scientifique existante, et précise les rôles respectifs des politiques publiques, des tendances et des événements migratoires « réels », ainsi que des médias et des hommes politiques.

Les principales conclusions sont les suivantes :

- Plus la question de l'immigration est importante dans le débat public, plus les partis d'extrême droite ont tendance à remporter des sièges. En d'autres termes, le nombre de sièges remportés par les partis de la droite radicale dans un pays est étroitement lié à la prépondérance de la question de l'immigration, mesurée par le pourcentage de personnes indiquant qu'il s'agit de l'un des problèmes les plus importants dans leur pays.
- Les préférences des médias ont tendance à suivre celles des consommateurs, et non pas le contraire (Gentzkow et Shapiro, 2010) et le traitement médiatique semble n'avoir qu'une incidence éphémère sur les attitudes politiques. Cependant, le traitement médiatique est susceptible de jouer sur l'ordre du jour de l'agenda politique.
- Les individus ne sont prêts à reconsidérer leur comportement politique qu'à condition que la problématique concernée mobilise leurs émotions. Or, seules les questions prépondérantes déclenchent

des émotions. Ainsi, les questions qui ne sont pas considérées comme prépondérantes, ou importantes, par les individus ne provoqueront pas chez eux de modifications de leur attitude ou de leur comportement, car ils ne sont pas investis émotionnellement.

- En se fondant sur les modèles présentés dans ce rapport, il semble probable que les partis de la droite radicale remportent plus de 21 % des sièges au Parlement européen en 2019, soit légèrement plus que les 18 % de sièges obtenus en 2014

Enfin, ce chapitre formule les recommandations suivantes à l'intention des décideurs politiques et des chercheurs dans les domaines des questions migratoires, de l'opinion publique et des politiques européennes :

1. Des données plus précises sont nécessaires concernant la prépondérance de la question migratoire – non seulement sur la question de « l'immigration », mais également sur les aspects plus spécifiques comme l'immigration clandestine.
2. Il faut comprendre que les changements des systèmes de partis en Europe et de leur niveau de représentation au sein des législatures ces dernières années sont très probablement liés à l'évolution de la prépondérance des différentes questions et non à des changements d'attitudes.
3. La prépondérance accrue d'une question au sein du débat public suscite un intérêt et une réaction émotionnelle des citoyens à l'égard de cette question. Les émotions mobilisées par l'importance accrue d'une question sont notamment la colère, la tristesse, le dégoût, la fierté, l'espoir, la joie, la crainte et la sympathie. Le fondement individuel du comportement politique s'expliquerait par cette activation émotionnelle à l'égard de certaines questions, comme celle de l'immigration ces dernières années, plutôt que d'autres.
4. L'apathie des électeurs, d'autre part, résulterait ainsi d'un manque d'investissement émotionnel. Cela reste vrai même lorsque le vote d'un individu dénote une attitude claire à l'égard d'une question.
5. Ce qu'il faut comprendre, c'est que plus l'importance d'une problématique gagne du terrain, plus les émotions et les connaissances concernant cette question sont amplifiées. Le journalisme *bien renseigné, équilibré et fondé sur des preuves* est indispensable pour informer le public et créer un environnement qui permette d'éviter les boucles de réaction négative.
6. L'investissement émotionnel joue sur la façon dont le traitement médiatique est susceptible d'influer sur la prépondérance d'une question et sur les comportements politiques qui en découlent. La polarisation de l'opinion découle des choix des individus de s'exposer à certaines informations en fonction de leur activation émotionnelle. On serait en présence d'un cycle qui s'auto-alimente.
7. Il est nécessaire de conduire de nouvelles recherches sur le lien entre la prépondérance et l'activation émotionnelle, en particulier sur les causes de l'activation émotionnelle. Concernant les causes de la prépondérance d'une question, les études complémentaires devront se fonder sur les tendances tirées des enquêtes de cohorte et sur l'analyse en résultant relative à l'impact de l'évolution de la prépondérance de la question migratoire sur le comportement politique, y compris en termes de participation de l'électorat.
8. Les médias et les hommes politiques ne sont pas les seuls responsables de la mise à l'agenda de la question migratoire, ni de l'importance relative de l'immigration. Les causes profondes s'ancrent dans la réalité des migrations elle-même, même si celle-ci est évidemment perçue par les individus au travers de filtres perceptifs que les médias et hommes politiques ont le pouvoir d'influencer, mais non de contrôler.
9. Si les décideurs politiques européens souhaitent atténuer la polarisation de l'opinion sur la question migratoire, ainsi que la mobilisation politique anti-migrants, il faut clairement s'attaquer à la prépondérance de cette question dans le débat public.

Introduction

Dans ce chapitre, nous chercherons à comprendre comment et pourquoi l'escalade de la prépondérance de la question de l'immigration apparue ces dernières années dans le débat public a changé les politiques européennes. Nous présenterons tout d'abord les conclusions tirées de la littérature scientifique afin d'élaborer un cadre théorique original permettant d'expliquer comment la prépondérance d'une question influe sur les résultats électoraux puis, à terme, sur les politiques publiques par le biais de l'activation émotionnelle et de l'exposition aux informations. Nous retracerons l'évolution de la prépondérance de la question de l'immigration en Europe entre 2005 et 2018, qui fait ressortir des tendances claires d'un point de vue géographique, politique et économique. Nous construirons ensuite un cadre théorique plus général afin d'expliquer les tendances en la matière, en nous appuyant sur la documentation existante, qui distingue les rôles respectifs et corrélés des politiques publiques, des tendances et des événements migratoires « réels », ainsi que des médias et des hommes politiques, avant de fournir des éléments probants pour étayer ce cadre. Enfin, nous examinerons la façon dont la prépondérance de cette question chez un individu – envisagée comme l'un des principaux problèmes auxquels doit faire face son pays et l'UE – a influencé les résultats des précédentes élections européennes, en se basant sur le nombre de sièges remportés par les partis de la droite radicale, et les conclusions que nous pouvons en tirer pour les prochaines élections. Après avoir développé ces deux cadres théoriques, nous formulerons des propositions pour les prochaines étapes à l'intention des décideurs politiques et des chercheurs dans les domaines des migrations, de l'opinion publique et des politiques européennes.

Quelle est la « prépondérance » de la question migratoire et quelles en sont les conséquences ?

Dans cette partie, nous nous fondons sur la notion de prépondérance, qui se définit comme suit :

« L'importance relative et la dimension qu'un acteur attribue à une problématique donnée dans l'actualité politique. » (Oppermann, 2010, 3).

Nous commencerons par exposer plusieurs définitions, termes et propriétés supposées de la prépondérance d'une problématique publique et les méthodes utilisées pour la mesurer. Nous présenterons ensuite les principales conclusions expliquant comment la prépondérance d'une problématique publique influe sur les résultats électoraux, en nous basant sur les travaux de Dennison (2019a). Nous esquisserons un modèle théorique fondé sur les conclusions des différents travaux scientifiques antérieurs afin de comprendre comment l'évolution de la prépondérance d'une problématique est susceptible d'influer sur les résultats électoraux. Ces mécanismes sont illustrés à la Figure 1.

Termes, définitions et propriétés

Selon Miller *et al.* (2017, p. 125), « malgré l'occurrence fréquente de cette notion dans la littérature, la prépondérance d'une question politique est souvent évoquée sous la forme d'une métaphore vague plutôt que comme une notion scientifique précise dont l'opérationnalisation est reconnue ». Les chercheurs dans le domaine politique ont utilisé une multiplicité de termes pour se référer à cette notion, formulée dans ce rapport sous les termes de « prépondérance d'une problématique », tant du point de vue de l'offre (c.-à-d. les acteurs politiques) que de celui de la demande (c.-à-d. le public). Parmi ces termes, il convient notamment de citer « l'importance de l'attitude politique » (Krosnick, 1990), « l'importance d'une question » (Fournier *et al.*, 2003), « la prépondérance d'une question politique » (Miller *et al.*, 2017) et, dans des travaux plus anciens, « l'importance », « la centralité », « l'auto-implication » et évidemment, « la prépondérance » (pour un aperçu des travaux plus anciens, cf. Krosnick, 1988).

Dans ses premiers travaux précurseurs, Krosnick (1990, p. 60) a défini la prépondérance comme « la mesure dans laquelle une personne est passionnément préoccupée par une attitude et personnellement investie dans cette dernière ». Boninger *et al.* (1995, p. 62) ont poursuivi ce raisonnement, en définissant « l'importance de l'attitude » comme « le sentiment subjectif de préoccupation, l'intérêt et la dimension qu'un individu attribue à une attitude ». Plus récemment, Oppermann (2010, p. 3) a défini la prépondérance d'une problématique comme « l'importance relative et la dimension qu'un acteur attribue à une question donnée dans l'actualité politique ».

Plusieurs effets de la question de la prépondérance ont été proposés, en partant notamment de la supposition selon laquelle « il n'existe rien de subtil concernant l'importance de l'attitude, en particulier dans ses formes les plus marquées : les individus sont tout à fait conscients du fait d'être profondément investis dans une attitude et savent également très bien lorsqu'ils n'ont aucun intérêt particulier à l'égard d'une autre » (Boninger et al., 1995, p. 62), et ils sont donc loin d'ignorer ce concept.

Le principal lien de causalité qui explique les conséquences de la prépondérance d'une problématique sur le comportement est lié au fait que « l'importance que l'on attache à une question peut activer et faire intervenir le système émotionnel d'une personne » (Miller et al., 2017, p. 131). Des études (*ibid.* ; Lazarus et Smith, 1988 ; Smith, Haynes, Lazarus et Pope, 1993) ont montré que les individus n'ont tendance à reconsidérer leur comportement politique à l'égard d'une question politique qu'à condition que celle-ci suscite chez eux une réaction émotionnelle. De plus, seules les questions prépondérantes déclenchent des émotions, c'est-à-dire suscitent des états émotionnels tels que la colère, la tristesse, le dégoût, la fierté, l'espoir, la joie, la crainte et la sympathie. À l'opposé, les questions que les individus ne jugent pas importantes – même celles à l'égard desquelles ils ont une attitude tranchée – ne font pas intervenir leur système émotionnel et ne provoquent donc pas de changement de comportement. En bref, pour qu'un individu modifie son comportement politique, il faut non seulement qu'il ait une opinion sur une question, mais également que celle-ci entraîne un changement de son état émotionnel ; or, cela n'arrive *qu'à condition* que la question soit jugée importante.

Au-delà du choix électoral en faveur d'un parti dans l'isoloir (cf. discussion ci-après), les comportements observés qui en découlent sont notamment une exposition accrue et sélective à des informations portant sur cette question (par ex. Boninger et al., 1995) et une prise en compte plus importante des informations concernant cette problématique et les positions des partis à cet égard (Walgrave et Lefevre, 2013 ;

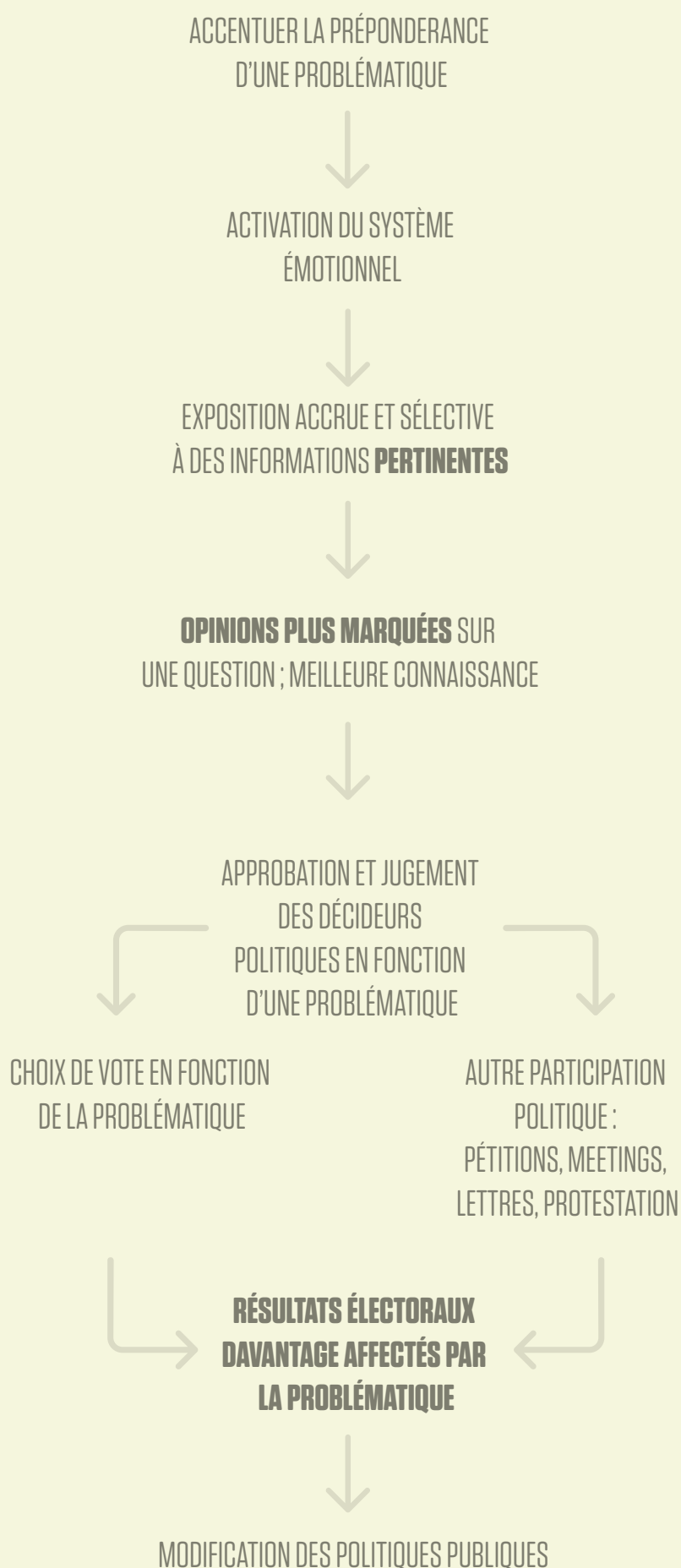


Figure 1. Modèle théorique : comment la prépondérance d'une problématique joue sur la polarisation de l'opinion et les résultats électoraux.

Krosnick, 1990; Fournier et al., 2003) du fait d'une plus grande accessibilité, certitude, stabilité et influence attitudinales sur des problématiques moins saillantes (Miller et al., 2017; Lavine et al., 1996, Boninger et al., 1995, Visser et al., 2003, Krosnick, 1988, 1991). De plus, Boninger et al. (1995) font valoir que ces effets ne sont observables que lorsqu'il s'agit de problématiques particulièrement prépondérantes. Weaver (1991, p. 68) démontre que, de façon générale, la prépondérance accrue d'une problématique « s'accompagne d'une meilleure connaissance de ses causes et des solutions possibles, d'opinions plus marquées, d'une probabilité plus faible d'adopter une position neutre et d'une probabilité plus forte d'agir politiquement, en signant par exemple des pétitions, en votant, en assistant à des meetings politiques et en écrivant des lettres ». Fox (1989) est arrivé aux mêmes conclusions concernant l'attitude de protestation. Il a en effet montré que parmi les attitudes politiques affectées par la prépondérance d'une problématique figuraient notamment le niveau d'assentiment d'un électeur à l'égard d'un décideur politique (c.-à-d. le fait de croire ou non qu'il fait/qu'il a fait du bon travail)

(Edwards et al, 1995 ; tandis que Grynaviski et Corrigan, 2006, ont tiré des conclusions plus mitigées) et le soutien à un parti (Neundorf et Adams, 2018).

Des chercheurs ont également découvert que la prépondérance d'une question politique peut influencer sur les réalisations politiques (par ex. Franklin et Wlezien, 1997 ; Lazarus, 2013 ; tandis que Wlezien, 2005, n'a pas trouvé d'éléments étayant ce point dans le domaine de la défense). Givens et Luedtke (2005) ont montré que la prépondérance de la problématique de l'immigration joue en faveur du caractère restrictif des politiques en matière d'immigration. Les décideurs politiques ont en effet plus tendance à adopter des politiques restrictives en matière d'immigration lorsque l'opinion publique considère cette problématique comme importante. Ainsi, le niveau de cohérence entre les politiques et les attitudes publiques est plus étroit lorsqu'une problématique abordée dans la sphère politique est jugée importante par l'opinion publique, parce que les décideurs politiques savent que leur chance d'être réélus dépend de leur prise en compte de l'opinion à ce sujet. À l'inverse, lorsqu'une problématique est mineure au sein du débat public – par ex. la question de l'intégration européenne avant les années 1990 –, on observe souvent une attitude de « consensus permissif » au sein du public, qui consiste essentiellement pour les électeurs à laisser les décideurs politiques libres de choisir les politiques qu'ils jugent les meilleures, que l'opinion publique soit ou non d'accord avec ces dernières. En effet, Oppermann et Henrike (2008) ont montré que l'importance plus grande que revêt la question de « l'Europe » au Royaume-Uni par rapport à l'Allemagne a limité la marge de manœuvre du Gouvernement britannique au sein des institutions européennes. Enfin, selon Spendzharova et Versluis (2013), la prépondérance d'une question a un impact positif sur la transposition des directives européennes, tandis que Weissert (1991) a montré que les législateurs qui présentent des projets de lois en lien avec des problématiques prépondérantes voient leur côte de popularité augmenter.

Jusqu'il y a peu, l'une des principales propriétés supposées de la prépondérance d'une problématique était la stabilité dans le temps de cette perception chez les individus. Pour Krosnick (1990, p. 85-86), la répartition de l'importance relative des différentes problématiques devait être profondément ancrée chez les individus, imperméable au changement et possiblement éloignée du processus causal qui détermine le comportement et même les attitudes spatiales – « le recul de l'importance d'une attitude politique est probablement assez rare ». Boninger et al. (1995, p. 61) remarquent de la même façon que « un faisceau de preuves indique que les attitudes que chacun juge personnellement importantes sont fermement ancrées et exercent une influence particulièrement forte sur les perceptions et comportements sociaux (...) les attitudes importantes sont inhabituellement résistantes aux changements (...) et stables dans le temps ».

Cependant, Miller et al. (2017, p. 150) soutiennent que la prépondérance d'une problématique en lien avec la vie personnelle d'un individu a tendance à être plus stable que celle portant sur les questions politiques. Hatton (2016, p. 1) a montré que « au niveau national, ces deux dimensions [attitudes et prépondérance d'une question politique] de l'opinion publique évoluent différemment au cours du temps et réagissent à différentes variables de niveau macro ». Ces deux derniers arguments semblent avoir été confirmés par les événements récents en Europe, où les attitudes politiques sont très stables, la prépondérance d'une question au niveau individuel apparaît assez stable et la prépondérance d'une problématique affectant un pays et l'Europe présente une forte volatilité (cf. Eurobaromètre, 2018). De plus, l'étude de *phase II d'Euromed Migration en matière de communications* (Dennison et Dražanová, 2018) a déjà révélé le caractère fortement instable de la prépondérance de la question de l'immigration.

Toutes ces conclusions – les effets de la prépondérance d'une problématique sur, dans l'ordre, les émotions, l'exposition aux informations, l'opinion et la polarisation, le jugement envers les décideurs politiques et le comportement politique non électoral, les résultats électoraux et, enfin, la politique – sont illustrées à la Figure 1.

Mesure

La prépondérance d'une problématique est souvent mesurée au moyen des enquêtes d'opinion en interrogeant les individus sur ce qu'ils considèrent comme la ou les sujets les plus importants (SPI) ou les problèmes les plus importants (PPI) qui les touchent personnellement ou affectent leur pays (ou, plus rarement, qui affectent certaines unités sociales comme la communauté, la famille ou l'Europe). La forme ordinaire de la question – proposant un, deux ou trois sujets les plus importants – suppose nécessairement que la prépondérance d'une problématique est généralement envisagée en termes *relatifs* ou ordinaux (cf. Wlezien, 2005). Cependant, il est plus rare de demander aux individus de mesurer l'importance perçue de sujets particuliers (cf. par ex. Arceneaux et Kolodny, 2009 ; Yang, 2016) en se fondant sur un indicateur de mesure. Malgré l'arbitraire évident d'un tel indicateur, cette approche présente l'avantage de relayer l'information sur l'importance relative de chaque sujet, et évite ainsi de les séparer.

De plus, il a été démontré que l'objet référent dans la question a des effets significatifs sur la façon dont la prépondérance permet d'anticiper les jugements sur les hommes politiques, le vote, les préférences politiques et la participation sociale, ce qui a conduit Miller et al. (2017, p. 127) à conclure que les méthodes de mesure de la prépondérance « ne devraient pas être définies de façon arbitraire, parce que différentes mesures donnent des résultats très différents ». Certaines enquêtes comme l'Eurobaromètre ont, dans une certaine mesure, résolu cette difficulté en intégrant des questions multiples, qui demandent aux personnes interrogées d'indiquer ce qu'elles considèrent comme les problèmes les plus importants à l'égard de différentes « unités », 1) eux personnellement, 2) leur pays et 3) l'Europe. Les résultats de cette seule enquête révèlent des divergences très marquées concernant l'importance que les personnes interrogées attribuent à une question en fonction de l'unité concernée. Le choix terminologique entre « sujet » et « problème » semble être moins significatif, puisque les deux produisent des résultats similaires (Jennings et Wlezien, 2011).

Les mesures de l'importance dans le cadre des enquêtes d'opinion étaient jusqu'à récemment moins uniformisées. Boninger et al. (1995, p. 162) remarquent qu'ils avaient, lors de précédentes études, utilisé « trois

principaux types de question : interroger les individus sur l'importance qu'ils attribuent personnellement à une attitude à l'égard d'un objet, la mesure dans laquelle ils se sentent concernés par cet objet et à quel point cet objet les préoccupe ». De plus, comme le soulignent Bartle et Laycock (2012, p. 682), la question concernant le sujet le plus important est parfois formulée en faisant un lien direct avec les élections (par ex. « en ce qui vous concerne, quel est le sujet le plus important des élections générales ? »). Ce point, et d'autres différences concernant les questions SPI, comme l'utilisation des termes « sujets et problèmes », et l'ajout de groupes nominaux tels que « en ce qui vous concerne », ainsi que le nombre de sujets sur lesquels les personnes interrogées sont invitées à exprimer leur avis, mériteraient d'être abordés dans le cadre d'études comparatives.

L'un des grands points d'achoppement du débat du XXe siècle à ce sujet portait sur les mérites relatifs des questions SPI ouvertes ou fermées ; ces dernières étant considérées comme plus fiables parce qu'elles proposent des paramètres corrects de ce qui est signifié par l'importance, tandis que les premières étaient considérées par d'autres comme plus à même de susciter des réponses authentiques. Geer (1991) a présenté un aperçu de ce débat avant de recourir à une expérimentation visant à montrer que les questions ouvertes permettaient une expression plus authentique de la prépondérance d'une problématique. Bartle et Laycock (2012 ; voir également Wlezien, 2005 ; Johns, 2010) soutiennent que les individus se connaissent déjà tellement mal eux-mêmes que l'on ne peut leur faire confiance pour exprimer correctement leur perception de l'importance d'une question. Ainsi lorsqu'ils répondent à des questions SPI, les individus indiquent ce qu'ils pensent être l'opinion du reste de l'électorat quant à l'importance d'un sujet, et leurs réponses ne sont exploitables qu'à un niveau agrégé (pour une critique méthodologique et empirique, voir Kurella, 2014).

Enfin, les données issues des recherches sur Internet – notamment sous la forme des n-gramme de Google ou des résultats d'autres moteurs de recherche – ont été utilisées par intermittence, même si Mellon (2013 ; 2014 ; voir également Scharcox et Vogelgasang, 2011 ; Hayes et Bishin, 2012) a comparé ces résultats avec ceux des questions SPI de Gallup et a mis au jour une congruence aux États-Unis uniquement, alors que ces résultats coïncidaient moins ailleurs. Une étude précoce sur ce sujet (Roberts et al., 2002) a utilisé les mentions dans les forums de discussion en ligne comme indicateur de mesure de la prépondérance et, plus tard, Vergeer et Franses (2016) ont mesuré la prépondérance en se basant sur les mentions apparaissant dans les publications sur Twitter.

La prépondérance comme facteur de prédiction du comportement électoral

Tout dernièrement, en 2003, Fournier et al. (p. 51) ont déclaré que la prépondérance d'une problématique ne « avait été que peu étudiée depuis la publication de l'étude de Krosnick » et qu'elle « était rarement intégrée aux modèles de décision politique ». La notion de prépondérance d'une problématique est utilisée dans le cadre d'études électorales dans les quatre domaines suivants :

Poids dans les modèles spatiaux

Les premiers spécialistes des études électorales sont partis du principe selon lequel les électeurs ne votent pas seulement pour les partis dont les politiques correspondent le mieux à leur opinion, mais également qu'ils pondèrent ce niveau d'adéquation. Downs (1957, p. 141) affirme que « les personnes ayant un intérêt intense pour certains sujets politiques sont davantage susceptibles de baser leur vote sur cet aspect uniquement ». De la même façon, Stokes (1963, p. 372) soutient que « différents poids doivent se voir attribuer

différentes dimensions à différents moments ». Krosnick (1988, p. 206) a montré que, lors des élections présidentielles aux États-Unis entre 1968 et 1984, « les attitudes à l'égard des politiques les plus importantes contribuent très fortement à déterminer le jugement porté sur les candidats et le comportement électoral », ce qui contredit les conclusions antérieures tirées par Niemi et Bartels (1985) et d'autres qui, selon Krosnick, ont été induites par des défauts méthodologiques. D'autres études ont montré que la prépondérance agit comme un facteur déterminant des préférences politiques dans le calcul électoral, notamment Aldrich et McKelvey (1977), Fournier et al. (2003) et Visser et al. (2003). En effet, les électeurs peuvent ainsi voter pour un parti avec lequel ils sont en désaccord sur une majorité de sujets, s'ils sont d'accord avec la position de ce parti concernant la problématique la plus importante.

Théorie du vote fondé sur une problématique

La branche de la recherche qui a le plus développé la théorie fondée sur la notion de prépondérance d'une problématique est celle dite du vote fondé sur une problématique, qui suppose que les individus votent pour le parti qu'il juge le plus efficace, le plus compétent ou parfois simplement par association avec les questions prépondérantes. Selon cette théorie, les partis ne cherchent pas à modifier l'attitude du public – qui a tendance à rester stable, sauf dans le cas de l'immigration, comme le confirme *l'étude de phase II d'Euromed migration en matière de communications*, Dennison et Dražanová, 2018 – mais à renforcer la prépondérance de problématiques qui leur « appartiennent » (par ex. Riker, 1993). En s'appuyant sur une documentation solide, (par ex. Green et Hobolt, 2008 ; Bélanger et Meguid, 2008), Clarke et al. (2012) ont présenté des preuves pour étayer cette théorie lors des élections américaines de la Chambre des représentants en 2012. Cependant, Walgrave et al. (2015) affirment que la validité de ces conclusions est remise en question par les mesures de la compétence et de l'association des partis, qui sont confondues avec des positions attitudinales et des jugements généraux sur les partis. Malgré cela, Budge (2015, p. 770), résume les éléments étayant la théorie de la propriété d'une problématique comme la « prééminence de «vos» problématiques dans l'agenda politique augmente effectivement les votes ».

Effets directs et interaction

La prépondérance d'une problématique est une notion qui a été utilisée dans un grand nombre d'études théoriques disparates (et souvent peu approfondies) comme facteur permettant de prédire le choix du parti lors du vote, outre les positions politiques ; ou comme facteur de prédiction d'autres facteurs du choix du parti ; ou encore comme une cause influant sur les facteurs de prédiction d'autres facteurs du choix du parti. Ostrom et Simon (1985) ont révélé que la prépondérance détermine la mesure dans laquelle le jugement porté sur les politiques étrangères et économiques influe sur l'assentiment à l'égard du président, tandis que Edwards et al. (1995), Blais et al. (1998) et Fournier et al. (2003) ont tiré des conclusions similaires en ce qui concerne l'approbation plus générale des choix gouvernementaux.

Repass (1971 ; voir également Kioussis et al., 2015) estime pour sa part que la prépondérance a presque autant d'impact sur le choix du parti que sur l'identification au parti, tandis que Kwon (2008) s'est appuyé sur une modélisation dynamique pour démontrer le fait que de considérer la question du chômage comme prépondérante augmente la probabilité de voter pour un parti de gauche. Enfin, Bartle et Laycock (2012, p. 680) font valoir que les réponses aux questions SPI et PPI [le meilleur parti] sont devenues des éléments importants de la plupart des comptes rendus narratifs et descriptifs des résultats électoraux agrégés.

Comme l'explique Dennison (2019b), la prépondérance d'une problématique a parfois été utilisée pour expliquer le succès de certains partis populistes de la droite radicale. Arzheimer (2009, voir également Arzheimer et Carter, 2006) souligne la prééminence – ou la prépondérance – de la question de l'immigration dans les programmes électoraux de tous les partis majoritaires pour montrer que la prépondérance joue un rôle dans le succès des partis populistes de la droite radicale. En d'autres termes, le fait que tous les grands partis placent l'immigration au cœur du débat profite aux partis radicaux d'extrême droite aux élections. Plus récemment, Dennison et Geddes (2018a) ont montré que la prépondérance de l'immigration au sein de *l'opinion publique* (mesurée grâce aux données de l'Eurobaromètre), est fortement et positivement corrélée à un soutien durable à un parti populiste de la droite radicale dans la plupart des pays européens.

Dennison (2019b) poursuit cette réflexion à l'aide de modèles de données de panel et démontre que seule la prépondérance de la question de l'immigration a un effet tangible à l'échelle nationale, tandis que celle de la criminalité, de l'économie, du terrorisme et du chômage n'a pas un tel effet. Il montre ainsi qu'au Royaume-Uni, plus une personne a tendance à attribuer de l'importance aux questions de l'immigration et de l'Europe, plus elle est susceptible de voter pour le UKIP. Cependant, comme d'autres études portant sur la droite populiste radicale, celle-ci ne prend pas en considération les pays où la droite populiste radicale est absente.

Participation électorale

Enfin, la notion de prépondérance d'une problématique a également une incidence sur la participation électorale. En effet, Clark (2014) a montré que la faible prépondérance des questions relevant de la compétence de l'UE explique la faible participation aux élections européennes. Weaver (1991) a ainsi prouvé que la prépondérance d'une problématique a un effet tangible sur la participation électorale. On peut ainsi supposer que l'activation émotionnelle est moindre chez un individu qui considère que peu de questions sont importantes. Ce dernier portera peu d'intérêt aux questions politiques en général, sera moins susceptible d'avoir une opinion marquée sur les questions politiques et les hommes politiques, et aura donc moins de chance de voter.

De quelle façon la prépondérance de l'immigration évolue-t-elle en Europe et quelle incidence a-t-elle sur les résultats électoraux ?

Cette partie cherche à retracer l'évolution de la prépondérance de l'immigration en Europe dans le temps. Celle-ci fait l'objet de mesure de l'opinion dans le cadre des études paneuropéennes Eurobaromètre (Eurobaromètre Standard 89.1). L'Eurobaromètre standard a été créé en 1973. Chaque enquête est constituée d'environ 1 000 interviews en face-à-face dans chaque État membre (sauf en Allemagne : 1 500, au Luxembourg : 500, au Royaume-Uni : 1 300 dont 300 en Irlande du Nord), réalisés dans un délai d'un mois. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les États membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population (cf. les spécifications techniques en ligne de l'Eurobaromètre 89.1 pour plus de détails sur l'échantillonnage). Depuis 2005, il a été demandé aux personnes interrogées dans tous les États membres : « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays ? » parmi 14 choix de réponse fermée possible (avec des variations occasionnelles).

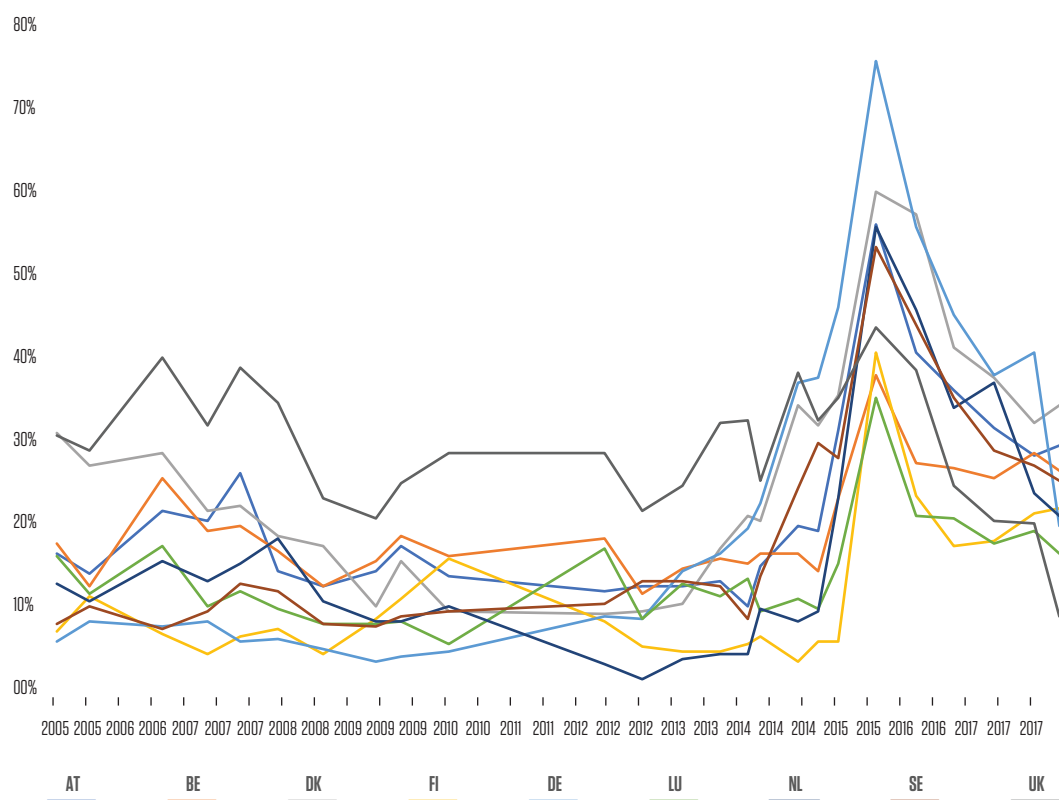


Figure 2. Pourcentage de personnes interrogées qui mentionnent « l'immigration » parmi les « les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre pays actuellement » Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Allemagne, Luxembourg Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni. Mai 2005 - mars 2018.

Les pays sont regroupés en quatre catégories dans le graphique ci-dessous en fonction de variables géographiques, politiques et économiques : dans chaque groupe, on observe la même évolution de la prépondérance de la question de l'immigration. Nous commençons par examiner neuf pays du nord et de l'ouest de l'Europe : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni. Nous pouvons observer des courbes d'évolution relativement similaires. Au cours de la période 2005-2014, l'immigration était considérée comme une question plutôt importante dans tous les pays. La seule exception au cours de cette période concerne le Royaume-Uni, où l'immigration était clairement considérée comme une question plus importante, puisqu'entre 20 % et 40 % des citoyens l'ont citée parmi les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face leur pays selon eux. Dans les autres pays, ce pourcentage est généralement stable entre 10 % et 20 %. Après 2014, on observe une très forte hausse dans tous les pays : l'immigration devient alors pour les personnes interrogées l'un des problèmes les plus importants auxquels doit faire face leur pays. Le pourcentage le plus faible est de 35 % au Luxembourg et le plus élevé de 76 % en Allemagne. Après ce pic, la prépondérance de l'immigration recule à nouveau, mais reste plus élevée qu'avant 2014 dans tous les pays (à l'exception du Royaume-Uni), le Luxembourg enregistrant le pourcentage le plus faible avec 16 % et le Danemark le plus élevé avec 34 %.

Le deuxième groupe (Chypre, Grèce, France, Irlande, Italie, Malte, Portugal et Espagne) regroupe globalement les pays du sud de l'Europe, même si l'Irlande en fait partie du fait de caractéristiques communes liées à la crise économique. Par rapport aux pays du nord-ouest, les citoyens de ces pays considèrent presque tous l'immigration comme une problématique moins importante depuis toujours. Pour Kitschelt (1995, 2007), ce fait ne serait pas étonnant parce que ces pays – à l'exception de la France – présentent des niveaux insuffisants de « post-industrialisation », des systèmes de protection sociale moins généreux et ont donc moins tendance à adhérer aux valeurs post-industrielles, même si Mendes et Dennison (2019) contestent l'exactitude cette affirmation. Avant 2015, la question de l'immigration ne semble pas revêtir beaucoup d'importance dans la plupart de ces pays, puisque seulement entre 1 % et 13 % des citoyens la citent parmi les deux principaux problèmes. Les deux exceptions à cet égard sont Malte, où la question de l'immigration est clairement prépondérante depuis longtemps, et l'Espagne où, lors de crise de 2006 dite des « Cayucos », un grand nombre de migrants clandestins provenant d'Afrique sont arrivés dans les Îles Canaries, la question de l'immigration est devenue très importante. L'Espagne est ensuite revenue au deuxième rang des pays les moins préoccupés par cette question parmi les huit pays du groupe, juste après le Portugal. Après 2014, l'Italie est le seul pays où l'on observe une forte hausse de la prépondérance de l'immigration, qui s'est maintenue plus longtemps que dans les pays nord-occidentaux, à environ 35 % en mars 2018. La Grèce et la France enregistrent également des hausses plus modérées pendant la même période. Dans la plupart de ces pays, on n'a pas assisté non plus à un recul significatif de l'importance de la question depuis 2015, contrairement à la tendance dans les pays du nord-ouest de l'Europe.

Nous allons maintenant examiner le troisième groupe de huit pays de l'est et du centre de l'Europe, composé des quatre pays du « groupe de Visegrad », des trois pays baltes et du seul pays de l'ex-Yougoslavie ayant rejoint l'UE en 2004 : Tchéquie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovénie. Avant 2015, l'immigration n'était pas considérée comme une question importante dans ces pays, le pourcentage de personnes préoccupées par cette question ne dépassant jamais 10 % et étant souvent autour de 0 %. Au cours de l'année 2015, l'ensemble des pays de ce groupe ont enregistré une hausse, même si en Lituanie, où la prépondérance de la question était la plus élevée, cette hausse a été plus modérée. Ces hausses

ont été particulièrement marquées en Tchéquie, en Estonie, en Hongrie et en Slovaquie, où le pourcentage de personnes préoccupées par cette question a atteint les 48 %, soit un niveau similaire à celui observé dans les pays du nord-ouest de l'Europe. À l'instar des pays du nord-ouest de l'Europe, ces pays ont ensuite enregistré un recul de l'importance de la question de l'immigration après 2015.

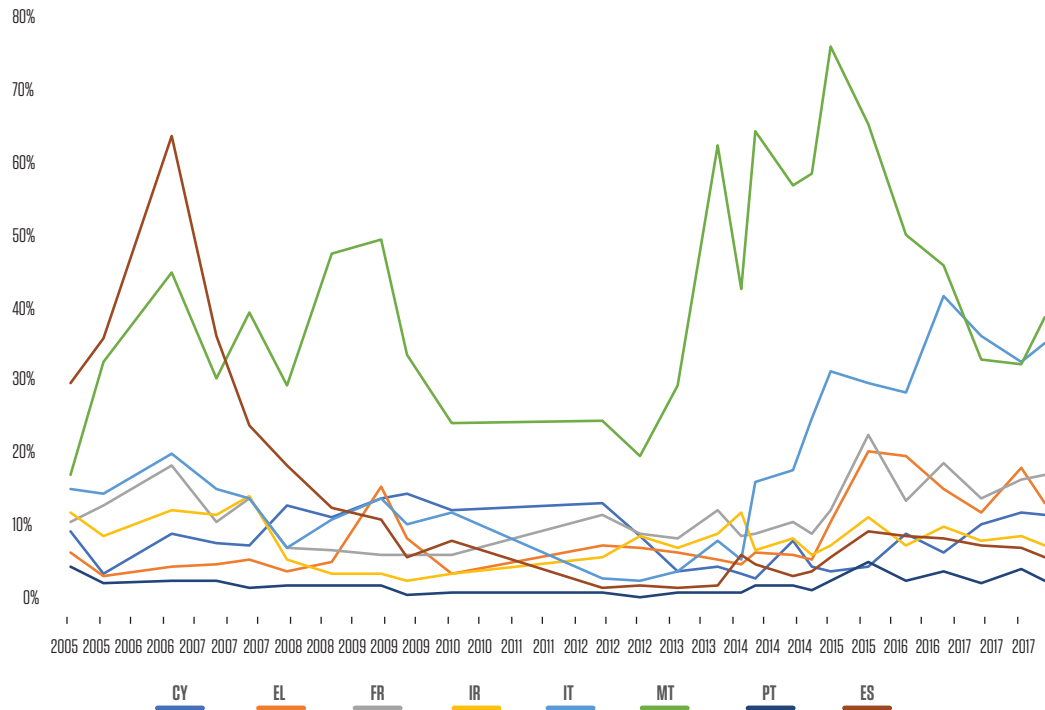


Figure 3. Pourcentage de personnes interrogées qui mentionnent « l'immigration » parmi les « les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre pays actuellement » Chypre, Grèce, France, Irlande, Italie, Malte, Portugal et Espagne. Mai 2005 - mars 2018

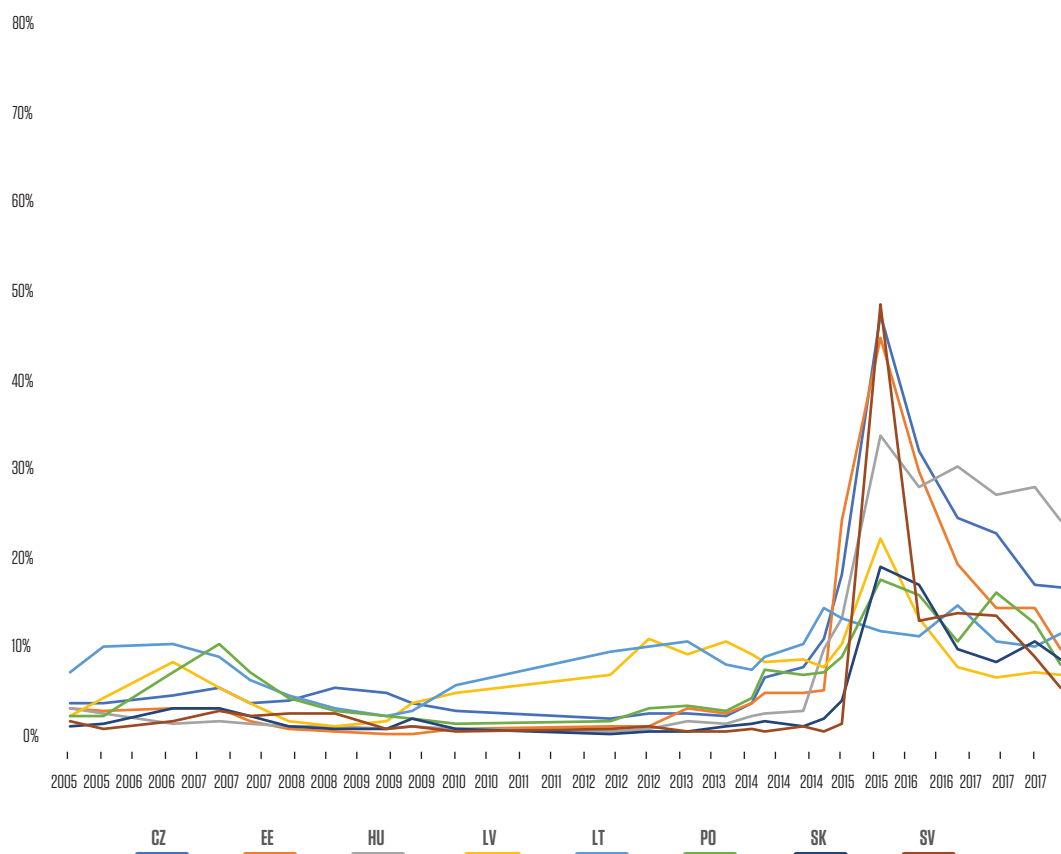
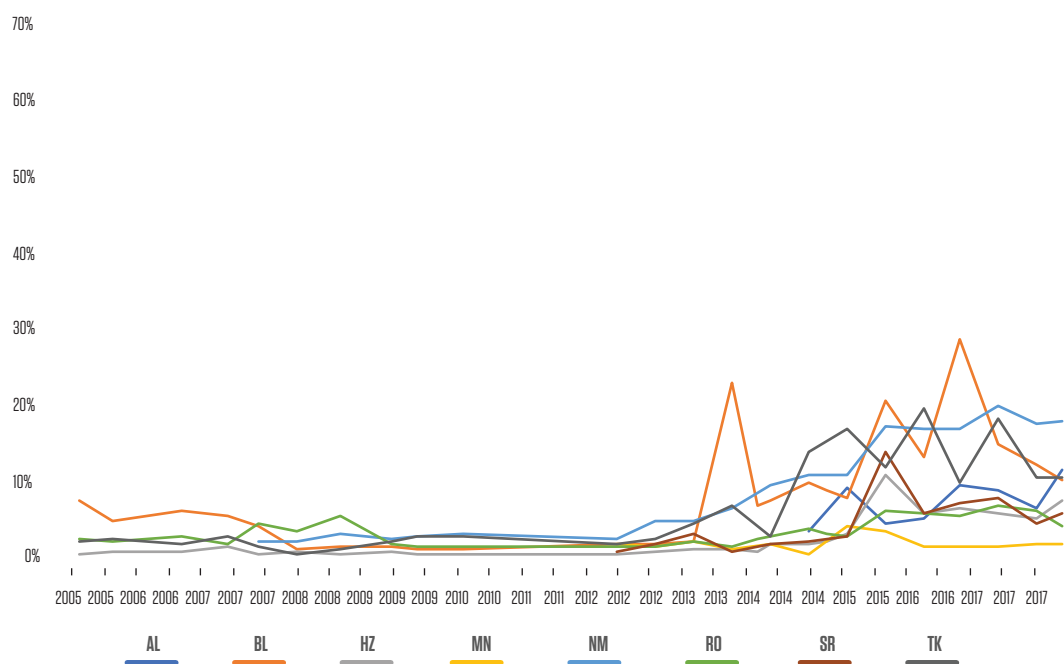


Figure 4. Pourcentage de personnes interrogées qui mentionnent « l'immigration » parmi les « les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre pays actuellement » Tchéquie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovaquie. Mai 2005 - mars 2018

Figure 5. Pourcentage de personnes interrogées qui mentionnent « l'immigration » parmi les « les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre pays actuellement » Albanie, Bulgarie, Croatie, Monténégro, Macédoine du Nord, Roumanie, Serbie et Turquie. Mai 2005 - mars 2018



Le dernier groupe de pays, qui correspond globalement à la région des Balkans, comprend des États ayant rejoint l'UE lors des vagues d'élargissement de 2007 et 2013 et les candidats à l'adhésion : l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Roumanie, la Serbie et la Turquie. Dans ces pays, l'immigration est depuis longtemps un sujet non prépondérant. Depuis 2013, cette question est devenue ponctuellement importante en Turquie et, en particulier, en Bulgarie qui enregistre à cet égard un pic à 28 % fin 2016. La Macédoine du Nord est le seul pays où l'importance perçue de l'immigration est en constante hausse, à 18 % aujourd'hui.

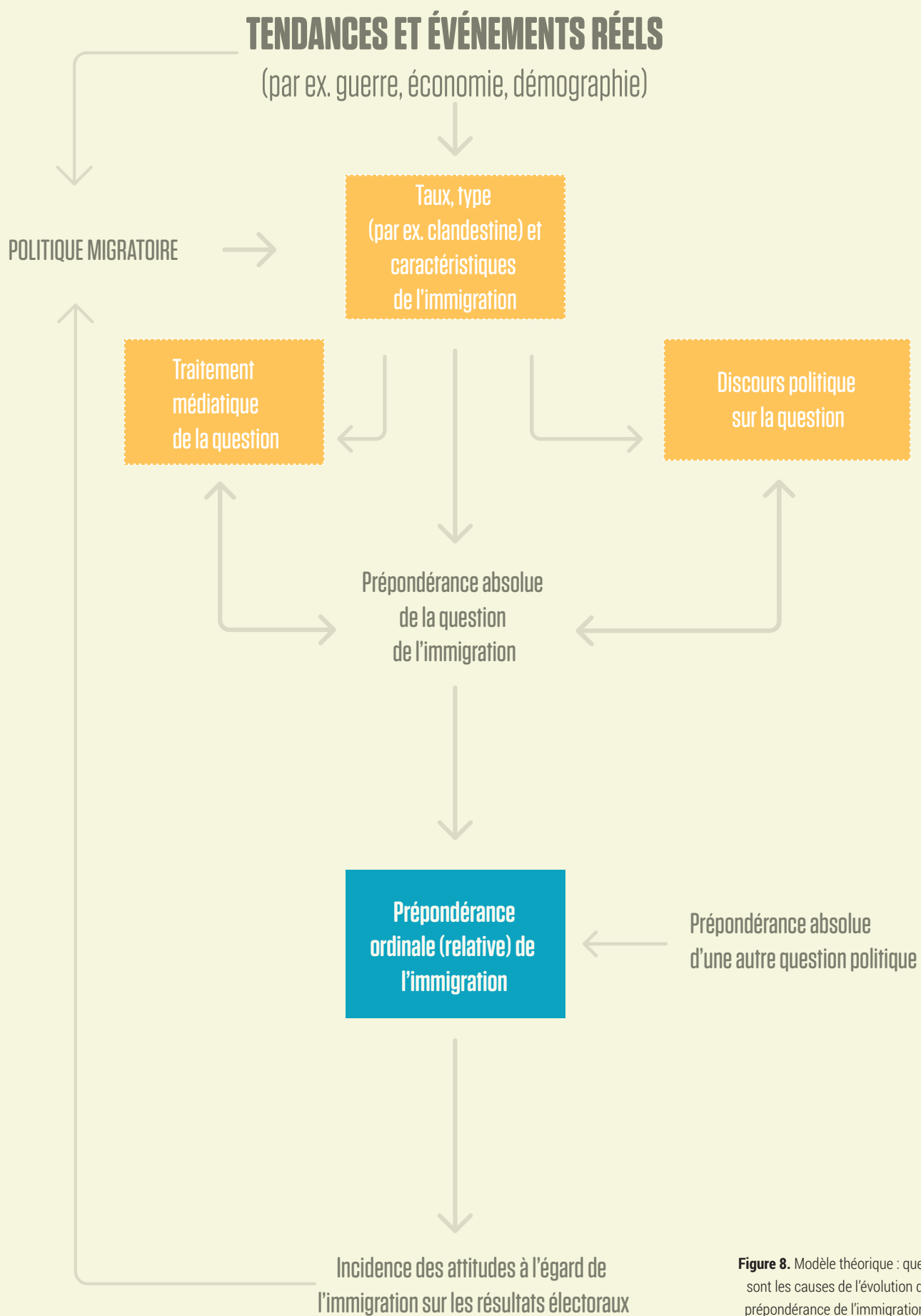


Figure 8. Modèle théorique : quelles sont les causes de l'évolution de la prépondérance de l'immigration au niveau national ?

Pour quelles raisons la prépondérance de l'immigration évolue-t-elle ?

Pour quelles raisons la prépondérance de l'immigration évolue-t-elle ? Nous passerons ici en revue la littérature scientifique sur ce sujet et en tirerons des conclusions dans le but d'élaborer un modèle théorique, tel qu'illustré à la Figure 8.

Malgré leur utilisation diverse dans le corpus des études électorales, il existe peu de cadres théoriques expliquant les causes à l'origine de la variation de la prépondérance d'une problématique, et celles-ci font rarement l'objet de vérifications, comme le soutient Dennison (2019a). Selon Krosnick (1990, p. 74), la prépondérance varie selon les individus, en fonction de trois éléments : intérêt personnel, identification sociale et valeurs, et varie dans le temps, en fonction de « événements et problèmes cruciaux » sur lesquels « se concentre l'attention du pays ». La preuve de la valeur prédictive de chacun des trois facteurs individuels se trouve dans cinq études distinctes réalisées par Boninger et al (1995), Neundorf et Adams (2018) ont également montré que le degré d'importance d'une question pour un individu est fonction de son soutien à un parti.

La documentation relative à la « mise à l'agenda » [*agenda setting*] constitue toutefois une exception au manque d'attention consacré aux causes à l'origine de la variation de la prépondérance d'une question. Comme l'indiquent Fournier et al (2003, p. 52) « la notion de mise à l'agenda concerne l'influence de différents facteurs – entre autres, en particulier, le traitement médiatique – sur le degré d'importance attribué à certaines questions (Behr et Iyengar, 1985 ; Salwen, 1988). » La façon dont fonctionne le phénomène de mise à l'agenda – quand et pourquoi – a également été documentée, d'abord en termes de facilité d'accès à l'information dans la mémoire, et deuxièmement de référence au type de contenu d'actualité présenté pour susciter une réaction émotionnelle accrue qui détermine la prépondérance d'une question (Miller, 2007). Ce corpus de travaux portant sur la mise à l'agenda est corroboré par les conclusions d'Einsiedel et al (1984) selon lesquelles l'exposition aux actualités portant sur les affaires criminelles est un meilleur facteur de prédiction de la prépondérance de la question de la criminalité chez un individu que son expérience personnelle dans le domaine. Au-delà de l'influence des médias dans la mise à l'agenda, Dellis (2009 ; voir également Glazer et Lohmann, 1999) montre que la prépondérance d'une question est également fonction des décisions prises par les hommes politiques, qui sont adoptées en vue de susciter une escalade de la prépondérance dans une perspective de stratégie électorale, tandis que Hayes (2008) soutient que les messages politiques n'ont d'effet que dans le cadre des interactions avec les messages médiatiques. Enfin, les travaux de Bonnie Meguid (2010) sur les partis de niche montrent que le soutien qui leur est accordé est soumis à une manipulation de la prépondérance de certaines questions sur lesquelles ils font campagne (par ex. l'écologie), liée à la façon dont les partis majoritaires abordent ces questions.

Cependant, en termes d'attitude, les études de données de panel ont montré que les préférences médiatiques ont tendance à suivre les préférences de consommation, plutôt que l'inverse (Gentzkow et Shapiro,

2010), tandis que les études expérimentales ont prouvé que les effets des messages et du cadrage sur les attitudes politiques sont généralement éphémères (Chong et Druckman, 2007). Par ailleurs, la prévalence de la documentation sur la notion de mise à l'agenda *a longterm* *mené les scientifiques à critiquer l'exagération du rôle des médias (et des responsables politiques) en ce qui concerne leur capacité d'influencer le degré d'importance* (Erbring et al, 1980 ; Feld et al, 2014). Ansolabehere et Puy (2018, p. 105) critiquent l'hypothèse selon laquelle « le poids attribué à une question est entièrement fonction de l'attention consacrée à la question par les médias, et non pas des préférences sous-jacentes des électeurs », avancée par des universitaires qui « utilisent les stratégies de campagne pour évaluer l'attention accordée à chaque question de nature politique ».

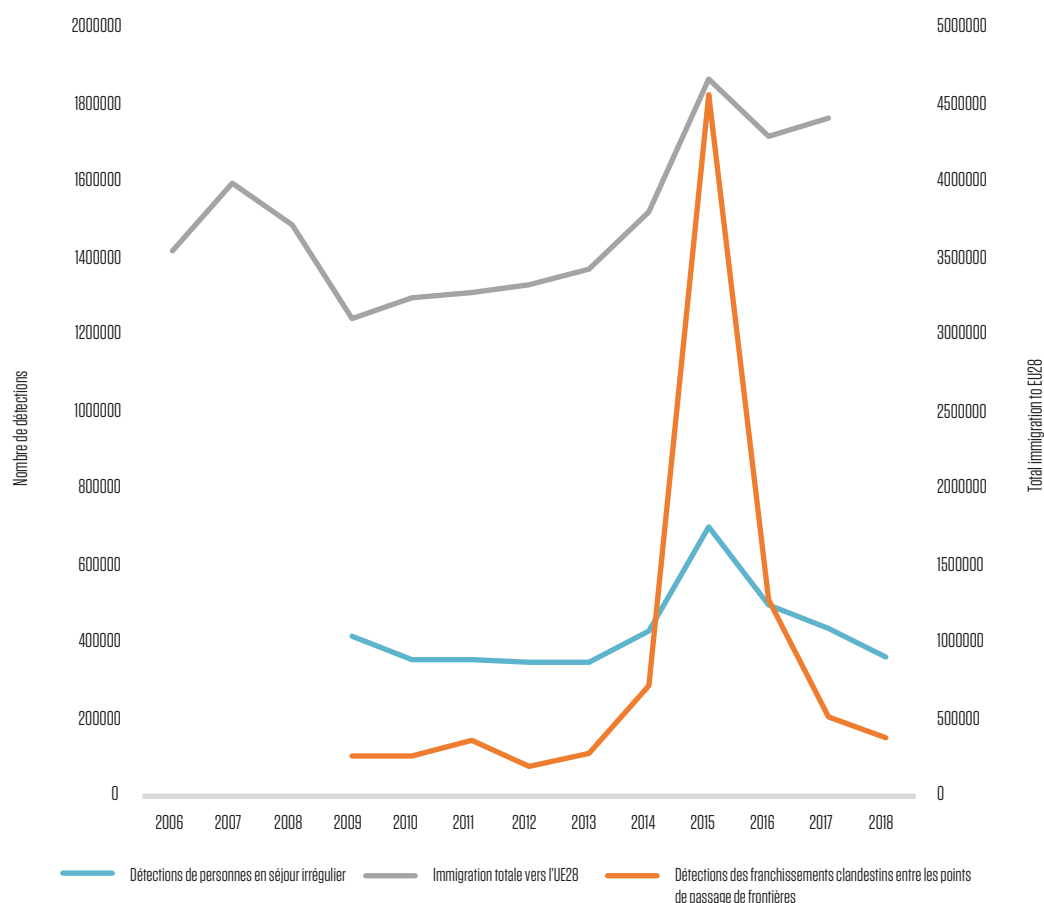
La conclusion la plus cohérente concernant les causes des variations dans le temps est que l'importance attribuée à une question dépend des événements actuels et de leur gravité. Behr et Iyengar (1985 ; voir également Iyengar, 1979) montrent que « les signaux issus du monde réel » affectent l'importance d'une question, à la fois par le biais de l'effet positif exercé sur le traitement médiatique et directement, Erbring et al (1980) ayant signalé des résultats similaires obtenus « en conditions réelles » (cf. également Wlezien, 2005). Carey et al. (2014), par exemple, ont démontré que les protestations sociales renforçaient la prépondérance de la question de l'immigration chez les Latino- américains.

En s'appuyant sur ces conclusions relatives à l'incidence des événements réels, du traitement médiatique et du traitement du sujet par les hommes politiques, le modèle théorique ci-après a été élaboré pour expliquer les variations au niveau national de la prépondérance de la question de l'immigration. Il suggère que les seuls facteurs véritablement exogènes sont les « tendances et événements réels » (par ex. la guerre, l'économie et la démographie) qui, associés aux politiques migratoires d'un pays, ont un impact sur les chiffres, les types (clandestine ou légale) et les caractéristiques de l'immigration (potentiellement les caractéristiques démographiques des migrants). En effet, il a été montré par exemple que les Britanniques sont plus préoccupés que les autres ressortissants européens par l'immigration en provenance des pays de l'UE. Ces facteurs, susceptibles d'être désignés collectivement sous le terme de « réalité de l'immigration », ont une incidence à la fois sur le traitement médiatique et politique des questions liées à l'immigration, et, ensemble, ils affectent tous les trois directement la « prépondérance absolue de l'immigration » – c'est-à-dire l'importance que les citoyens accordent à l'immigration de façon abstraite. Il convient de noter qu'il est possible que la prépondérance elle-même ait également une incidence sur le traitement médiatique et politique des questions liées à l'immigration, ce qui crée une relation bidirectionnelle et une boucle de réaction, comme cela été proposé par la littérature relative à la théorie de la mise à l'agenda. Les citoyens évaluent ensuite eux-mêmes la prépondérance absolue de l'immigration ainsi que la prépondérance absolue des autres questions politiques, afin de juger de la prépondérance relative ou ordinale de la question de l'immigration, c'est-à-dire pour répondre à la question : l'immigration est-elle l'un des problèmes les plus importants ? Nous nous appuyons ici sur les conclusions tirées de la littérature portant sur la prépondérance d'une problématique selon lesquelles seule la problématique la plus importante a une incidence sur le comportement électoral. Le comportement électoral des citoyens a ensuite un impact sur les politiques migratoires, ce qui ferme la boucle.

Nous allons maintenant examiner les éléments étayant les différents liens de causalité proposés un par un. Tout d'abord, afin d'examiner « les chiffres, les types (par ex. clandestine) et les caractéristiques de l'immigration », nous allons nous pencher sur le nombre total d'immigrants et les statistiques pour déterminer les taux d'immigration clandestine en Europe, comme illustré à la Figure 9. Nous pouvons voir que le nombre total d'immigrants a atteint un pic local en 2007, avec environ 4 millions de personnes avant de baisser à approximativement 3 millions en 2009. Ces chiffres augmentent ensuite, d'abord progressivement jusqu'en 2013, puis plus rapidement jusqu'en 2015, où ils atteignent alors un pic à plus de 4,5 millions de personnes, puis redescendent légèrement. Les taux d'immigration clandestine ont enregistré des variations beaucoup plus fortes. Le nombre de détections de personnes en séjour irrégulier était stable, à environ 40 000 jusqu'en

Figure 9. Taux d'immigration clandestine et totale vers l'Europe, 2006-2018

Notes: Les données relatives aux détections sont extraites des analyses de risques annuelles de Frontex ; celles relatives à l'immigration totale proviennent d'Eurostat



2014. À partir de cette date, il a atteint 70 000 en 2015, puis a retrouvé son niveau antérieur. L'évolution du nombre de détections de franchissement clandestin de frontières vers l'UE est nettement plus importante que celles des deux chiffres précédents. Avant 2014, ce nombre était également stable à environ 100 000 par an. Après avoir près de triplé cette année-là, le chiffre a continué à augmenter jusqu'à atteindre plus de 4,5 millions de personnes en 2015, puis est revenu à son niveau d'origine. Ce pic coïncide globalement avec l'escalade rapide de la prépondérance de la question de l'immigration dans de nombreux pays européens en 2015, comme nous l'avons déjà souligné.

Afin de corroborer davantage l'hypothèse selon laquelle la prépondérance de l'immigration est en partie liée aux niveaux réels d'immigration clandestine, nous allons nous pencher plus particulièrement sur le cas de l'Espagne. Nous avons choisi ce pays pour trois raisons : tout d'abord, l'Espagne est un cas unique en Europe en ce qu'elle a déjà connu une « crise migratoire » en 2006, comme nous l'avons déjà indiqué, au cours de laquelle un grand nombre de migrants clandestins sont arrivés sur les îles Canaries en provenance d'Afrique. Si, au cours de cette période, qui n'a rien à voir avec le pic enregistré en 2015, on peut également observer une escalade rapide de la prépondérance de la question de l'immigration, on peut confirmer plus avant le lien de causalité entre les deux. Deuxièmement, l'Espagne dispose de son propre indicateur de la prépondérance d'une problématique, produit par le *Centro de Investigaciones Sociológicas*, qui se base sur les réponses au sondage relatif aux trois problèmes les plus importants et justifie d'autant plus l'utilisation des données de l'Eurobaromètre. Le ministère espagnol de l'Intérieur a également publié ses propres données sur les entrées irrégulières par voie maritime. Comme nous pouvons le voir à la Figure 10, le nombre de migrants clandestins entrés sur le territoire coïncide en effet très bien avec la prépondérance de la question migratoire. Cependant, la forte hausse du nombre d'entrées irrégulières après 2017 n'a été suivie que par une modeste augmentation de la prépondérance de l'immigration. Contrairement à 2006, cela est d'abord dû au fait qu'en 2017, l'Espagne était confrontée à d'autres problématiques extrêmement prépondérantes, comme

le chômage, l'économie, la crise du référendum pour l'indépendance de la Catalogne et la corruption, ce qui permet de mettre en évidence la différence essentielle entre prépondérance absolue et relative.

Après avoir établi que les taux d'immigration et, en particulier, d'immigration clandestine, sont les causes probables de la variation de la prépondérance de l'immigration, nous allons maintenant examiner le traitement des questions liées à l'immigration par les hommes politiques. Le cadre théorique ci-avant suggère

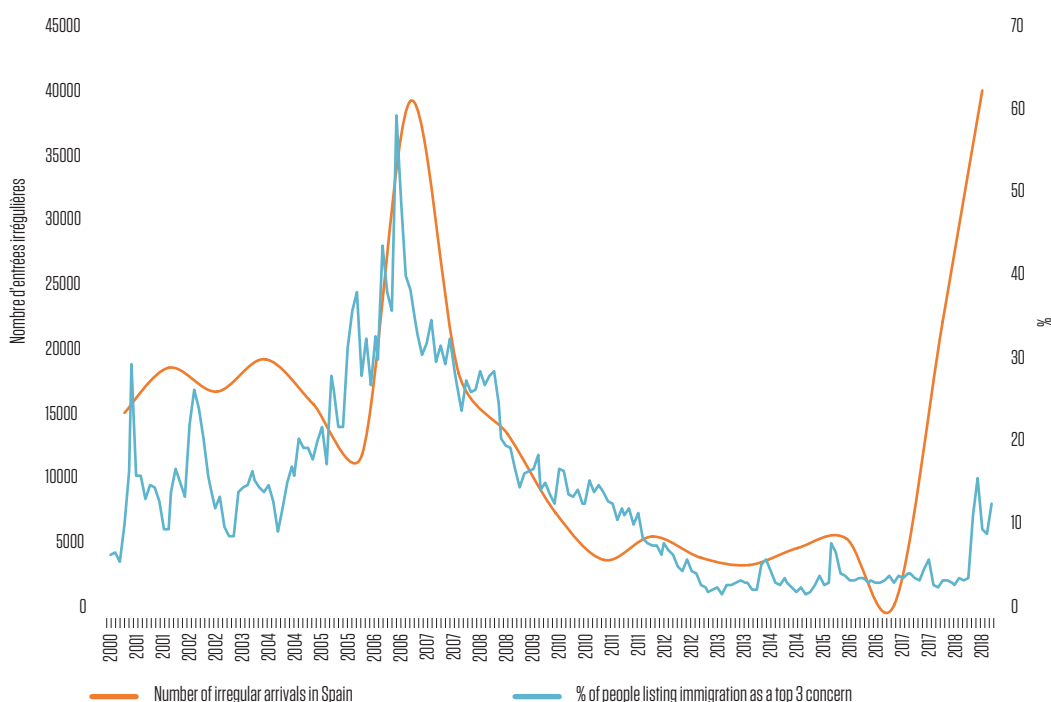


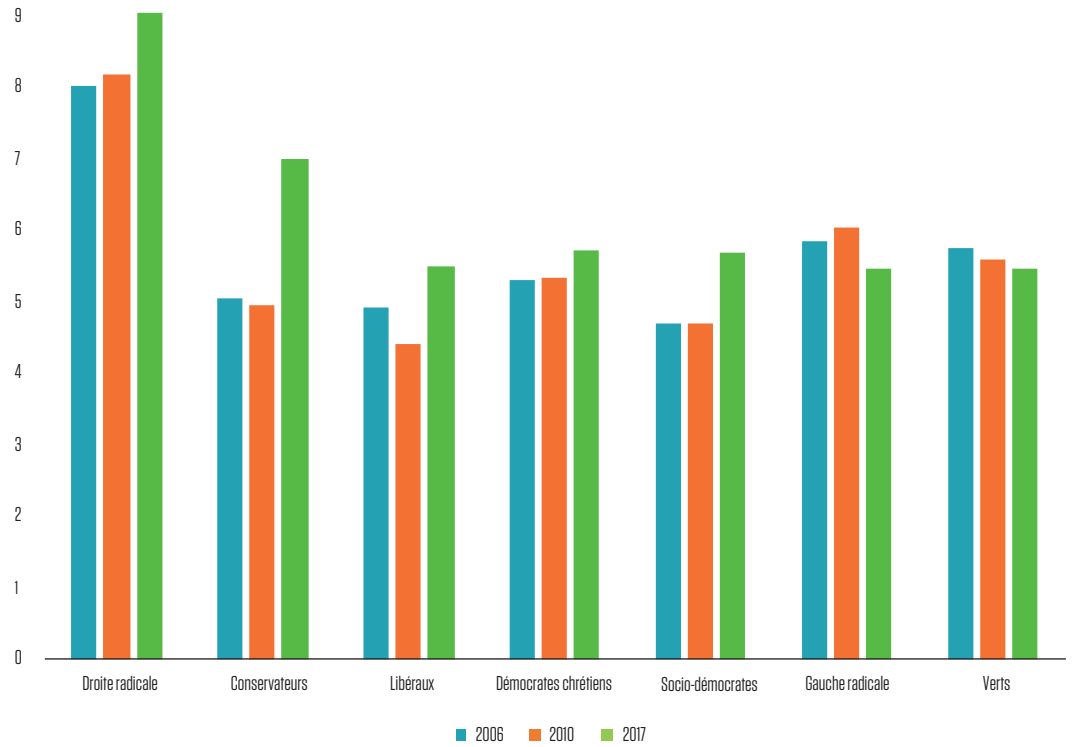
Figure 10. Nombre d'entrées irrégulières (en Espagne par voie maritime) et prépondérance de l'immigration en Espagne.

Notes: Les mesures de la prépondérance sont extraites de la question du baromètre mensuel du Centro de Investigaciones Sociológicas : « quel est, selon vous, le problème le plus important en Espagne aujourd'hui ? Et le deuxième ? Et le troisième ? » ; les statistiques des entrées irrégulières proviennent du ministère espagnol de l'Intérieur

que ce traitement affecte, et est lui-même affecté par la prépondérance de l'immigration. La Figure 11 illustre l'importance que chaque famille de partis politiques européens accorde au sujet de l'immigration, selon la mesure de l'enquête « Chapel Hill Expert Survey », qui fait appel à une centaine d'experts universitaires pour évaluer les positions politiques d'une centaine de partis politiques européens sur un ensemble de sujets, et l'importance qu'ils accordent à chaque sujet. Ils sont regroupés par famille politique – la droite radicale, les conservateurs, les libéraux, les démocrates-chrétiens, les socio-démocrates, la gauche radicale et les Verts. Nous pouvons tout d'abord remarquer que pour deux années sur les trois observées, très peu de changements sont intervenus dans toutes les familles politiques et qu'elles ont toutes accordé un niveau similaire de traitement au sujet de l'immigration, qu'elles ont toutes considéré comme moyennement important, à l'exception de trois familles. Les partis de la gauche radicale et des Verts ont un peu plus abordé la question de l'immigration que les autres, tandis que la droite radicale a traité ce sujet comme une problématique beaucoup plus importante (8 sur une échelle de 0 à 10). L'année 2017 est marquée par des changements notables d'importance que les partis accordent au sujet de l'immigration dans le cadre de leurs prises de position publiques. Tous les partis, à l'exception de la gauche radicale et des Verts, ont davantage abordé ce sujet. L'escalade la plus marquée est observée chez les conservateurs, mais les libéraux, les socio-démocrates et les partis de la droite radicale ont également davantage traité la question de l'immigration dans le cadre de leur prise de position et rhétorique politique. Cette tendance est restée plus modérée chez les démocrates-chrétiens.

Globalement, il semble plausible que l'importance accrue que les partis européens ont accordé à l'immigration ait en effet renforcé sa prépondérance, même si, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, ce rapport

Figure 11. Importance accordée au sujet de l'immigration par famille de partis, 2006-2017



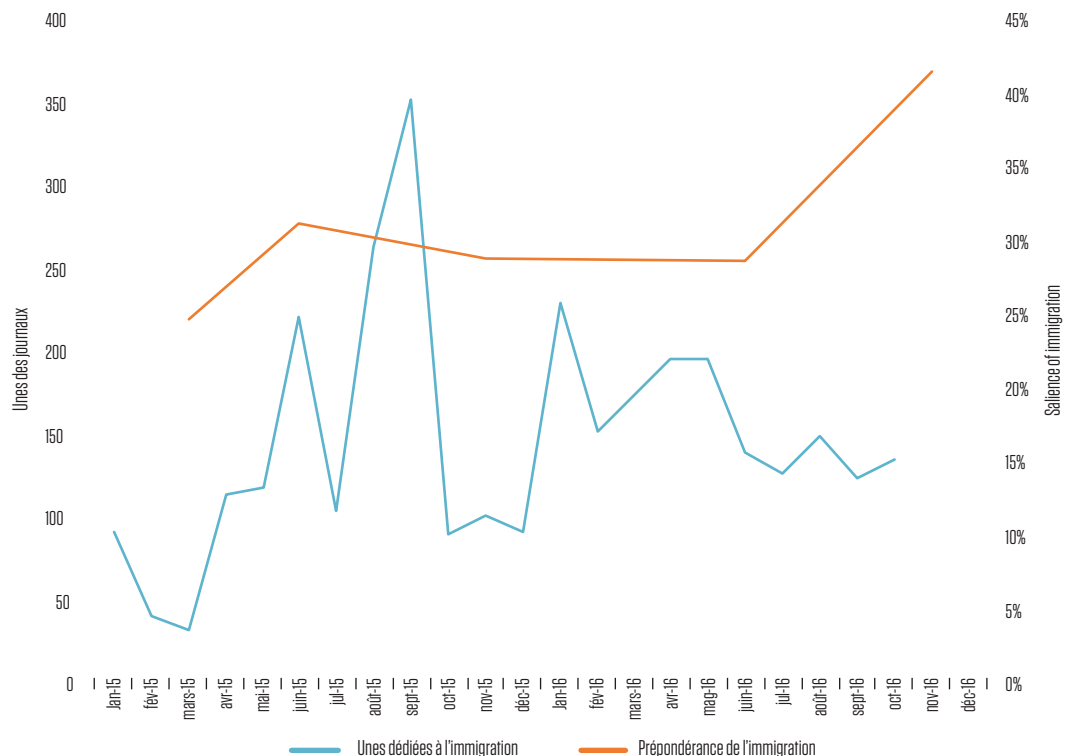
Notes: Chapel Hill Expert Survey. Prépondérance de l'immigration dans les prises de position des partis « Importance de la politique d'immigration pour chaque famille de partis. 0 (pas important du tout) – 10 (extrêmement important) 2006 : 227 partis nationaux, 29 pays, 2010 : 237 partis, 28 pays, 2017 : 132 partis politiques, 14 pays.

de causalité fonctionne dans les deux sens et, par ailleurs, les hausses observées restent modérées, à l'exception du cas des partis conservateurs.

Nous allons maintenant examiner l'impact du traitement médiatique des questions liées à l'immigration. La Figure 12 présente le nombre d'unes de journaux italiens dédiées à un article sur l'immigration chaque mois de 2015 à 2016. Nous pouvons observer un pic très important fin 2015, puis un autre début 2016. Cette observation coïncide partiellement avec les tendances à l'échelle européenne même s'il faut noter que la prépondérance de l'immigration ne correspond que partiellement au cours de cette période en Italie, puisqu'elle a continué d'augmenter à un rythme assez régulier de 2014 jusqu'à 2018, comme le montre la Figure 12. Ces conclusions ne corroborent donc que partiellement l'idée selon laquelle l'importance accordée par les médias à la question de l'immigration affecte la prépondérance de l'immigration.

Pour mieux comprendre les effets du traitement médiatique du sujet, nous allons étudier le nombre de

Figure 12. Unes de journaux italiens dédiées à l'immigration et prépondérance de l'immigration, entre 2015 et 2016



Notes: Unes dédiées à l'immigration, tirées du rapport I Euromed sur la migration (cf. https://www.icmpd.org/fileadmin/2017/Media_Migration_17_country_chapters.pdf)

recherches Internet portant sur des actualités liées à l'immigration, ce qui nous permettra de prendre en compte non seulement le contenu proposé par les médias, mais également le degré de probabilité qu'il soit lu. En nous fondant sur la théorie et les conclusions présentées ci-avant, nous prendrons en considération à la fois la question de l'immigration dans son ensemble et celle des « réfugiés », en particulier, afin de déterminer la prépondérance de l'immigration. Nous examinons les recherches d'actualité sur Google dans deux grands pays, l'Allemagne et le Royaume-Uni, pour obtenir une analyse plus fiable de la tendance sur une période de dix ans. Tout d'abord, nous pouvons observer que, dans les deux pays, le nombre de recherches d'actualité comportant le mot « immigration » (« einwanderung » en allemand et « immigration » en anglais) est resté relativement stable ; cette recherche était cependant plus courante au Royaume-Uni, même si

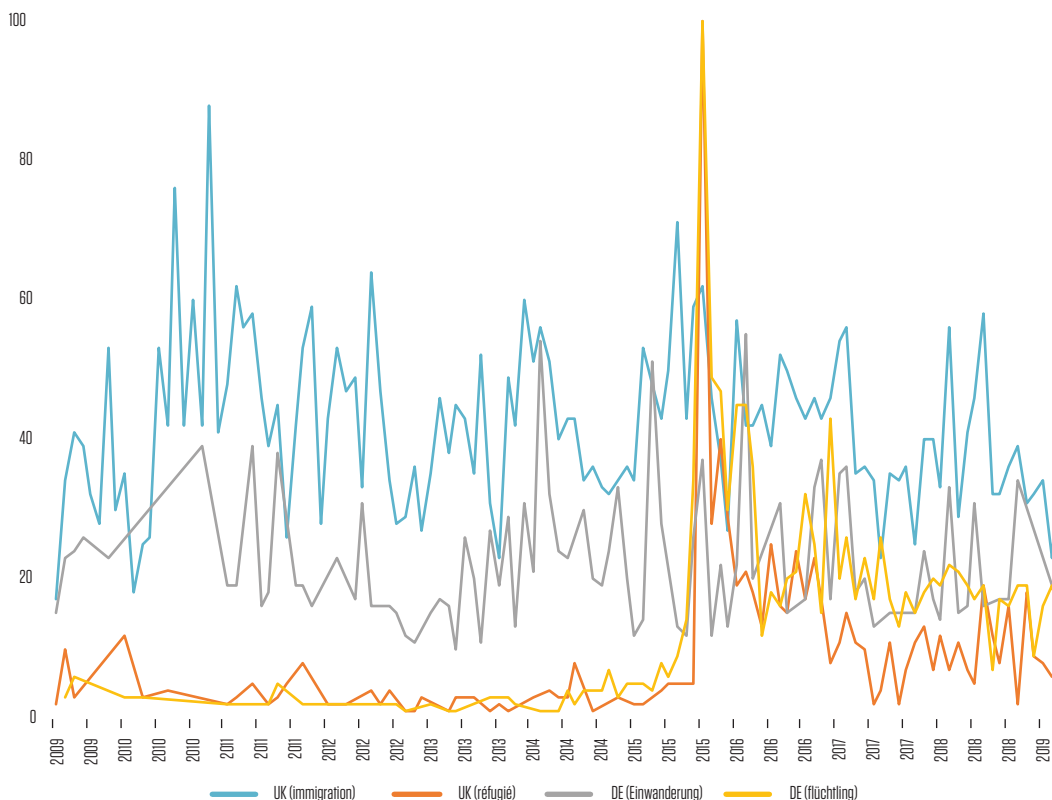


Figure 13. Recherches d'actualité sur Google comportant le terme « immigration » et « réfugiés » en Allemagne et au RU entre 2009 et 2019

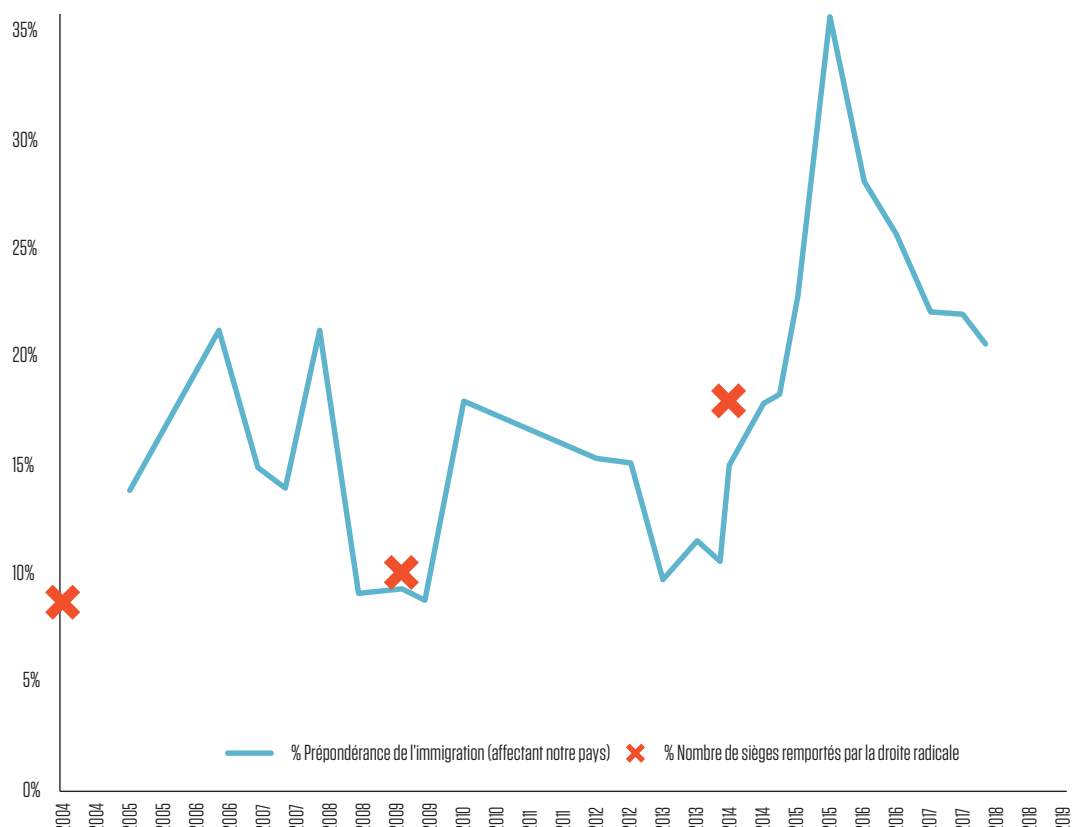
elle a décliné progressivement. Les recherches sur Internet portant sur l'actualité en lien avec les réfugiés présentent une courbe nettement plus irrégulière, avec un pic soudain fin 2015, la plaçant en tête des tendances de recherche sur Google avec une note de 100 sur 100, avant de reculer, de façon particulièrement rapide au Royaume-Uni, puis de se stabiliser à un niveau relativement plus élevé que celui d'avant 2015. Ce résultat montre que le traitement médiatique de la question de la « crise des réfugiés », et la demande à cet égard, présentent un degré d'association plus élevé avec la prépondérance de l'immigration qu'avec le traitement médiatique de l'immigration dans son ensemble, et qu'il faut donc les analyser séparément. On peut donc supposer que la couverture de la question des réfugiés – en texte et en images – a induit une activation émotionnelle et une polarisation politique plus marquées. Par ailleurs, le traitement de l'immigration n'a pas été associé à ce processus dans la même mesure.

Étude de cas : Quel devrait être l'impact de la prépondérance de l'immigration sur les élections au Parlement européen de 2019 ?

Figure 14. % ayant répondu « l'immigration » à la question « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays ? Actuellement » et % de sièges remportés par les partis de la droite radicale aux élections du Parlement européen au cours des trois dernières législatures du Parlement européen

Notes: Données relatives à la prépondérance issues de l'enquête Eurobaromètre, mai 2005 - mars 2018. Environ 1 000 personnes interrogées en face à face dans chaque pays par enquête (soit 28 000 par enquête dans l'UE28). Réponses fermées à la question « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays actuellement ? » % de sièges remportés par les partis de la droite radicale : 2014 : 135 sur 751 sièges (membres des partis EFDD et NPD, FN, DUP, LN, KNP, PVV, VB, XA, Jobbik, FPO, AFD, PiS, ANEL, VMRO, PS, DF, HSP-AS, NA) ; 2009 : 74 sur 736 sièges (membres des partis UEN et ID et FPO, VB, LDD, Attack, PS, FN, Jobbik, MDF, PVV, PiS, PRM, SNS, LS-HZDS, BNP, DUP) ; 2004 : 64 sur 732 sièges (membres des partis ID et UEN et FPO, VB, FN, SA, MSFT, SRR, L'S-HZDS, UKIP, DUP).

Nous savons que la prépondérance de la question de l'immigration chez les électeurs constitue un facteur prédictif puissant du vote en faveur de l'extrême droite lors des élections nationales dans les pays d'Europe occidentale. Il est également prouvé que la réalité des migrations, ainsi que leur traitement médiatique et politique, jouent sur les variations de la prépondérance de la question migratoire chez les électeurs. Du fait de ces conclusions, combinées à l'importance actuelle de la politique migratoire dans les affaires européennes, il a semblé opportun de comprendre la façon dont la prépondérance de l'immigration pouvait affecter les élections au Parlement européen de 2019. À cette fin, nous allons tout d'abord explorer la relation entre la prépondérance de l'immigration et le nombre de sièges remportés par les partis de la droite radicale lors des précédentes élections européennes. Cette relation est illustrée à la Figure 14 ci-dessous. Il apparaît assez clairement que le nombre de sièges remportés par ce type de partis coïncide plutôt bien avec le degré de prépondérance de l'immigration, même si le nombre de sièges était légèrement supérieur à la courbe de la prépondérance lors des trois dernières élections européennes. Nous pouvons ainsi prévoir que la droite radicale remportera un peu plus de 21 % des sièges lors des élections de 2019, ce qui est légèrement supérieur au résultat de 18 % obtenu en 2014.



Cependant, étant donné que nous analysons les élections au Parlement européen, nous pouvons également nous fonder sur une mesure différente de la prépondérance, c'est-à-dire le pourcentage de personnes ayant cité l'immigration parmi les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE, plutôt que leur pays. Cette mesure, combinée aux données du graphique précédent, est illustrée à la Figure 15. Nous pouvons observer que, depuis que l'Eurobaromètre a commencé à poser cette question en 2010, la prépondérance de l'immigration en tant que phénomène affectant l'Europe est nettement plus élevée qu'en tant que phénomène affectant le pays des personnes interrogées. Cette observation est encore vraie aujourd'hui, puisqu'environ 40 % des personnes interrogées en Europe mentionnent l'immigration parmi l'un des problèmes importants auxquels doit faire face l'UE, alors qu'elles ne sont que 21 % à citer cette problématique pour leur pays. Ainsi, si les Européens expriment l'importance qu'ils accordent à une question en tant que question pertinente à l'égard de l'UE plutôt qu'à l'égard de leur pays en 2019 – et nous savons qu'ils l'ont déjà fait par le passé (cf. Reif et Schmitt, 1980 et leurs travaux suivants sur les « élections de second ordre ») –, nous pouvons nous attendre, de façon quelque peu ironique, à ce que la droite radicale remporte beaucoup plus que 21 % des sièges au Parlement européen.

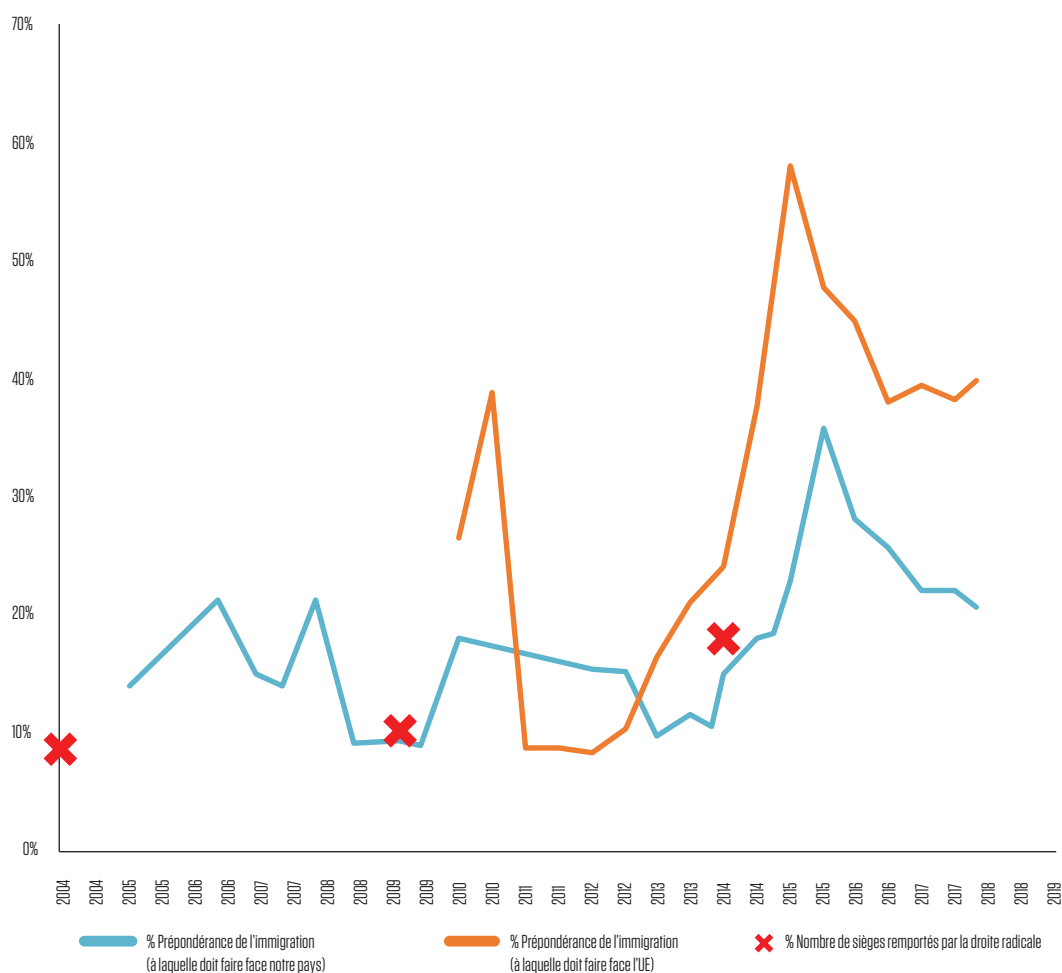


Figure 15. % ayant répondu « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ? » et « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays actuellement ? » et % de sièges remportés par les partis de la droite radicale lors des trois dernières législatures du Parlement européen

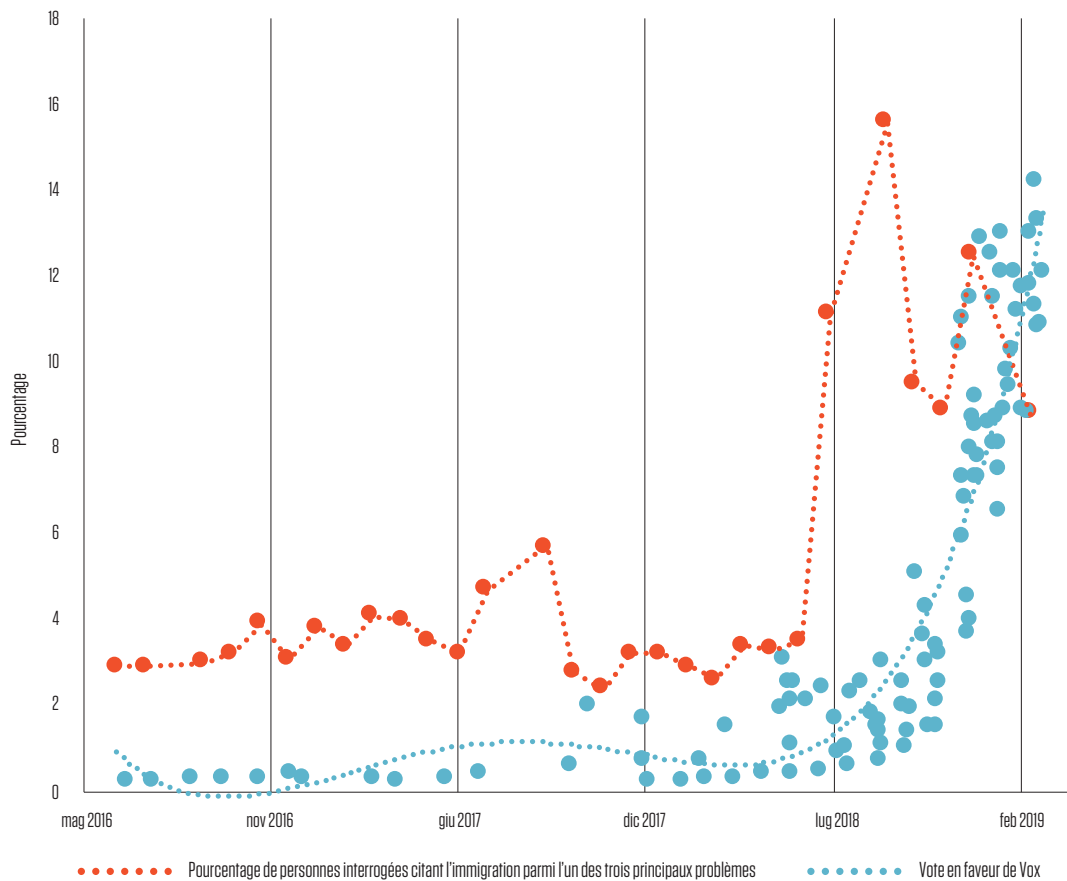
Notes: Données relatives à la prépondérance issues de l'enquête Eurobaromètre, mai 2005 - mars 2018. Environ 1000 personnes interrogées en face à face dans chaque pays par enquête (soit 28 000 par enquête dans l'UE28). Réponses fermées à la question « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face votre pays/l'UE actuellement ? » % de sièges remportés par les partis de la droite radicale : 2014 : 135 sur 751 sièges (membres des partis EFDD et NPD, FN, DUP, LN, KNP, PVV, VB, XA, Jobbik, FPO, AFD, PiS, ANEL, VMRO, PS, DF, HSP- AS, NA) ; 2009 : 74 sur 736 sièges (membres des partis UEN et ID et FPO, VB, LDD, Attack, PS, FN, Jobbik, MDF, PVV, PiS, PRM, SNS, LS-HZDS, BNP, DUP) ; 2004 : 64 sur 732 sièges (membres des partis ID et UEN et FPO, VB, FN, SA, MSFT, SRR, L'S-HZDS, UKIP, DUP).

Études de cas nationales récentes : Espagne et Hongrie

Depuis la publication de l'ouvrage intitulé « *Public attitudes on migration : rethinking how people perceive migration* » (Attitudes de l'opinion publique en matière de migration : repenser les perceptions de la migration) (Dennison et Dražanová, 2019), qui a montré que la prépondérance de la question de l'immigration est corrélée au vote en faveur des partis de la droite radicale en Europe occidentale, un nouveau parti issu de cette mouvance a émergé en Espagne. Les données de l'Eurobaromètre ne sont pas suffisamment actual-

Figure 16. Prépondérance de la question de l'immigration et vote en faveur de Vox en Espagne

Notes: Mesures de la prépondérance issues de la question du Baromètre mensuel du Centro de Investigaciones Sociológicas « Quel est, selon vous, le problème le plus important en Espagne aujourd'hui ? Et le deuxième ? Et le troisième ? Données de vote extraites de l'agrégation par Wikipédia de l'ensemble des votes aux élections espagnoles en 2019. Mai 2016 - Mars 2019.



isées pour donner une indication sur le lien de causalité entre ce fait et la prépondérance de l'immigration. Cependant, les données du *Centro de Investigaciones Sociológicas* sont actualisées et, comme le montre la Figure 16, corroborent en effet cette théorie.

Si nous prenons en compte les partis du reste de l'Europe, comme Jobbik en Hongrie, nous observons une tendance similaire, comme le montre la Figure 17.

Ailleurs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE, nous observons également des tendances similaires. La droite radicale a remporté davantage de sièges au Parlement serbe, par exemple, passant de zéro siège en 2012 et 2014 à 29 en 2016 (*Dveri* et le parti radical

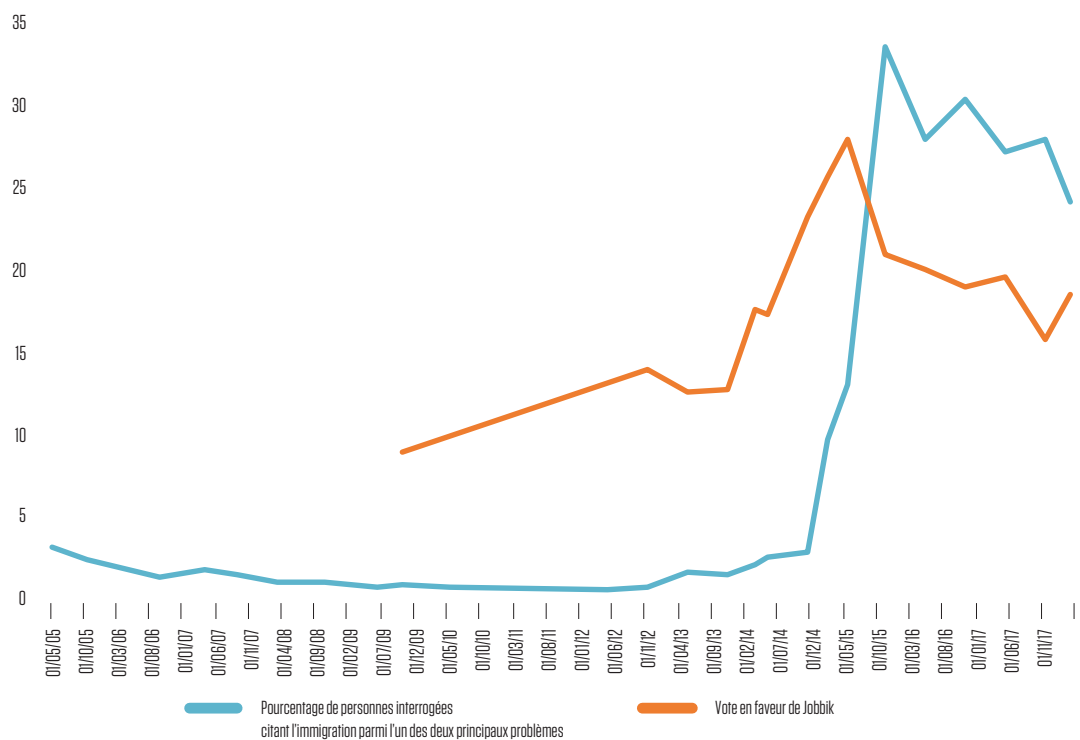


Figure 17. Prépondérance de la question de l'immigration et vote en faveur de Jobbik en Hongrie

serbe combiné) de même que l'Alternative für Deutschland qui a fait son entrée au Parlement allemand lors des élections fédérales de 2017 en remportant 94 sièges. Dans les deux cas, le niveau élevé de vote en leur faveur a suivi une forte hausse de la prépondérance de l'immigration, comme nous l'avons déjà montré dans ce rapport.

Recommandations

À partir des analyses réalisées dans ce rapport, nous pouvons formuler une liste de recommandations à l'intention des décideurs politiques, des communicants et des professionnels de la question migratoire

1. Des données plus précises sont nécessaires concernant la prépondérance de la question migratoire – non seulement sur la question de « l'immigration », mais également sur les aspects plus spécifiques comme l'immigration clandestine.
2. Il faut comprendre que les changements des systèmes de partis en Europe et de leur niveau de représentation au sein des législatures ces dernières années sont très probablement liés à l'évolution de la prépondérance des différentes questions et non à des changements d'attitudes.
3. La prépondérance accrue d'une question au sein du débat public suscite un intérêt et une réaction émotionnelle des citoyens à l'égard de cette question. Les émotions mobilisées par l'importance accrue d'une question sont notamment la colère, la tristesse, le dégoût, la fierté, l'espoir, la joie, la crainte et la sympathie. Le fondement individuel du comportement politique s'expliquerait par cette activation émotionnelle à l'égard de certaines questions, comme cela semble être le cas pour l'immigration.
4. L'apathie des électeurs, d'autre part, résulterait ainsi d'un manque d'investissement émotionnel. Cela reste vrai même lorsque le vote d'un individu dénote une attitude claire à l'égard d'une question.
5. Ce qu'il faut comprendre, c'est que plus l'importance d'une problématique gagne du terrain, plus les émotions et les connaissances à l'égard de cette question sont amplifiées. Le journalisme bien informé, équilibré et fondé sur des preuves est indispensable pour informer le public et créer un environnement qui permette d'éviter les boucles de réaction négative.
6. L'investissement émotionnel joue sur la façon dont le traitement médiatique est susceptible d'influer sur la prépondérance d'une question, et sur les comportements politiques qui en découlent. La polarisation de l'opinion découle des choix des individus de s'exposer à certaines informations en fonction de leur activation émotionnelle. On serait en présence d'un cycle qui s'auto-alimente.
7. 7. Davantage de recherches sur les questions de prépondérance et d'activation émotionnelle. Concernant cette dernière notion, il est nécessaire de déterminer ses causes pour mieux comprendre son impact sur le comportement politique des individus. Concernant les causes de la prépondérance, les études complémentaires devront se fonder sur les tendances tirées des enquêtes de cohorte et sur l'analyse en résultant relative à l'impact de l'évolution de la prépondérance de la question migratoire sur le comportement politique, y compris en termes de participation de l'électorat.
8. 8. Les médias et les hommes politiques ne sont pas les seuls responsables de la mise à l'agenda de la question migratoire, ni de l'importance relative de l'immigration. Les causes profondes s'ancrent dans la réalité des migrations elle-même, même si celle-ci est évidemment perçue par les individus au travers de filtres perceptifs, que les médias et hommes politiques ont le pouvoir d'influencer, mais non de contrôler.w

Bibliographie

Adams, J. 1997, "Condorcet Efficiency and the Behavioral Model of the Vote", *The Journal of Politics*, n° 59, p. 1252-1263

Aldrich, J.H. et R.D. McKelvey, 1977, "A Method of Scaling with Applications to the 1968 and 1972 Presidential Elections", *The American Political Science Review*, n° 71, p. 111-130

Ansolabehere S. et M.S. Puy, 2018, "Measuring issue-salience in voters' preferences", *Electoral Studies*, n° 51, p. 103-114

Arceneaux Kevin et Kolodny Robin, 2009, "The Effect of Grassroots Campaigning on Issue Preferences and Issue Salience", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n° 19(3), p. 235-249

Arzheimer K., 2009, "Contextual Factors and the Extreme Right Vote in Western Europe, 1980-2002", *American Journal of Political Science*, n° 53(2), p. 259-275

Arzheimer K., 2018, "Explaining Electoral Support for the Radical Right", dir. publ. Rydgren J., *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, p. 143-165

Arzheimer K. et E. Carter, 2006, "Political Opportunity Structures and Right- Wing Extremist Party Success", *European Journal of Political Research*, n° 45, p. 419-443

Bartle, J. et S. Laycock, 2012, "Telling more than they can know? Does the most important issue really reveal what is most important to voters?", *Electoral Studies*, n° 31, p. 679-688

Behr R.L. et S. Iyengar., 1985, "Television News, Real-World Cues, and Changes in the Public Agenda", *Public Opinion Quarterly*, n° 49, p. 38-57

Bélanger É., Meguid B.M., 2008, "Issue salience, issue ownership, and issue-based vote choice", *Electoral Studies* n° 27, p. 477-491

Bernstein R.A., 1995, "Directing Electoral Appeals Away from the Center: Issue Positions and Issue Salience", *Political Research Quarterly*, n° 48(3), p. 479-505

Boninger D.S., J.A. Krosnick, M.K. Berent et L.R. Fabrigar, 1995, "The Causes and Consequences of Attitude Importance", dir. publ. R.E. Petty et J.A. Krosnick, *Attitude Strength: Antecedents and Consequences*, Hillsdale, Erlbaum, p. 159-189

Budge I., 2015, "Issue Emphases, Saliency Theory and Issue Ownership: A Historical and Conceptual Analysis", *West European Politics*, n° 38, p. 761-777

- Butler D. et Stokes D., 1969, *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*, Londres, Macmillan
- Carey T.E., Branton R.P., Martinez-Ebers V., 2014, "The Influence of Social Protests on Issue Salience among Latinos", *Political Research Quarterly* n° 67, p. 615-627
- Chong D. et J.N. Druckman, 2007, "Framing Theory", *Annual Review of Political Science*, n° 10, p. 103-126
- Ciuk D.J., Yost B.A., 2016, "The Effects of Issue Salience, Elite Influence, and Policy Content on Public Opinion", *Political Communication*, n° 33, p. 328-345
- Clark N., 2014, "Explaining Low Turnout in European Elections: The Role of Issue Salience and Institutional Perceptions in Elections to the European Parliament", *Journal of European Integration* n° 36, p. 339-356
- Clarke H.D., A. Kornberg, T.J. Scotto et M.C. Stewart, 2012, "Political Choices in Hard Times: Voting in the 2010 U.S. House Elections", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, n° 22(2), p. 139-165
- Dellis A., 2009, "The Salient Issue of Issue Salience", *Journal of Public Economic Theory* n° 11, p. 203-231
- Dennison J., 2019a, "A Review of Public Issue Salience: Concepts, Determinants and Effects on Voting", *Political Studies Review*
- Dennison J., 2019b (à paraître), "How issue salience explains the rise of the populist right in Western Europe", *International Journal of Public Opinion Research*
- Dennison J. et A. Geddes, 2018a, "A Rising Tide? The Salience of Immigration and the Rise of Anti-Immigration Political Parties in Western Europe" in *The Political Quarterly*
- Disponible en ligne: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-923X.12620>
- Downs A., 1957, "An Economic Theory of Political Action in a Democracy", *Journal of Political Economy*, n° 65(2), p. 135-150.
- Edwards G.C., Mitchell W., Welch R., 1995, "Explaining Presidential Approval: The Significance of Issue Salience", *American Journal of Political Science* n° 39, p. 108-134
- Einsiedel E.F., Salomone K.L., Schneider F.P., 1984, "Crime: Effects of Media Exposure and Personal Experience on Issue Salience", *Journalism Quarterly*
- Erbring L., E.N. Goldenberg et A.H. Miller, 1980, "Front-Page News and Real-World Cues: A New Look at Agenda-Setting by the

Media", *American Journal of Political Science*, n° 24, p. 16-49

Eurobaromètre, 2018, TNS Opinion & Social, Bruxelles, archives du GESIS

Feld S.L., Merrill S.M. III, Grofman B., 2014, "Modeling the effects of changing issue salience in two-party competition", *Public Choice*, n° 158(3-4), p. 465-482

Fournier P., A. Blais, R. Nadeau, E. Gidengil et N. Nevitte, 2003, "Issue Importance et Performance Voting", *Political Behavior*, n° 25, p. 51-67

Fox D.L., Schofield J.W., 1989, "Issue Salience, Perceived Efficacy and Perceived Risk: A Study of the Origins of Anti-Nuclear War Activity", *Journal of Applied Social Psychology*, n° 19(10), p. 805-827

Franklin M.N., Wlezien C., 1997, "The Responsive Public: Issue Salience, Policy Change, and Preferences for European Unification", *Journal of European Integration* n° 9, p. 347-363

Geer J.G., 1991, "Do Open-Ended Questions Measure "Salient" Issues?", *Public Opinion Quarterly*, n° 55(3), p. 360-370

Gentzkow M. et J.M. Shapiro, 2010, "What drives media slant? Evidence from U.S. daily newspapers", *Econometrica*, n° 78(1):35-71

Givens T., Luedtke A., 2005, "European Immigration Policies in Comparative Perspective: Issue Salience, Partisanship and Immigrant Rights", *Comp Eur Polit* n° 3, p. 1-22

Glazer A., Lohmann S., 1999, "Setting the agenda: Electoral competition, commitment of policy, and issue salience", *Public Choice*, n° 99(3-4), p. 377-394

Green J., S.B. Hobolt, 2008, "Owning the issue agenda: Party strategies and vote choices in British elections", *Electoral Studies*, n° 27, p. 460-476

Grynaviski J.D. et B.E. Corrigan, 2006, "Specification Issues in Proximity Models of Candidate Evaluation (with Issue Importance)", *Political Analysis* n° 14(4), p. 393-420

Hatton T., 2016, "Public opinion on immigration in Europe: Preference versus Salience", IZA DP n° 10838

Hayes D., 2008, "Does the Messenger Matter? Candidate-Media Agenda Convergence and Its Effects on Voter Issue Salience", *Political Research Quarterly* n° 61, p. 134-146

Hayes T.J., Bishin B.G. 2012, "Issue Salience, Subconstituency Politics, and Legislative Resolution", *Congress and the Presidency*, n° 39(2), p. 133-159

Iyengar S., 1979, "Television News and Issue Salience: A Reexamination of the Agenda-Setting Hypothesis", *American Politics Quarterly* n° 7, p. 395-416

- Jennings W. et C. Wlezien, 2011, "Distinguishing between Most Important Problems and Issues", *Public Opinion Quarterly*, n° 75, p. 545-555
- Johns R., 2010, "Measuring Issue Salience in British Elections: Competing Interpretations of Most Important Issue", *Political Research Quarterly* n° 63, p. 143-158
- Kiousis S., Strömbäck J., & McDevitt M., 2015, "Influence of Issue Decision Salience on Vote Choice: Linking Agenda Setting, Priming, and Issue Ownership", *International Journal of Communication*, n° 9(0), p. 3347-3368
- Kitschelt Herbert, 1995, *The Radical Right in Western Europe*, Ann Arbor, University of Michigan Press
- Kitschelt Herbert, 2007, "Growth and Persistence of the Radical Right in Postindustrial Democracies: Advances and Challenges in Comparative Research", *West European Politics* n° 30(5), p. 1176-1206
- Krosnick J.A., 1988, "The role of attitude importance in social evaluation: A study of policy preferences, presidential candidate evaluations, and voting behaviour", *Journal of Personality and Social Psychology*, n° 55, p. 196-210
- Krosnick J.A., 1990, "Government policy and citizen passion: A study of issue publics in contemporary America", *Political Behaviour*, n° 12, p. 59-92
- Kurella A.S., 2014, "Causes and consequences of heterogenous issue salience among the electorate", ECPR General Conference, Glasgow, 3-6 septembre.
- Kwon H.Y., 2008, "A dynamic analysis of partisan voting: The issue salience effect of unemployment in South Korea", *Electoral Studies* n° 27, p. 518-532
- Lavine H., Sullivan J.L., Borgida E., Thomsen C.J., 1996, "The Relationship of National and Personal Issue Salience to Attitude Accessibility on Foreign and Domestic Policy Issues", *Political Psychology* n° 17, p. 293-316
- Lazarus J., 2013, "Issue Salience and Bill Introduction in the House and Senate. Congress and the Presidency", n° 40(3), p. 215-229
- Lazarus Richard S. et Craig A. Smith, 1988, "Knowledge and Appraisal in the Cognition-Emotion Relationship", *Cognition and Emotion* n° 2, p. 281-300
- Meguid B., 2010, *Party Competition between Unequals: Strategies and Electoral Fortunes in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press
- Mellon J., 2013, "Where and When Can We Use Google Trends to Measure Issue Salience?" *PS: Political Science & Politics* n° 46, p. 280-290
- Mellon J., 2014, "Internet Search Data and Issue Salience: The Properties of Google Trends as a Measure of Issue Salience", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties* n° 24, p. 45-72

- Mendes M. et Dennison J., 2019, "Under what conditions do populist radical right parties succeed? Issue salience, social stigma and the case of the end of Iberian 'exceptionalism'", Robert Schuman Centre for Advanced Studies, document de travail
- Miller J.M., 2007, "Examining the Mediators of Agenda Setting: A New Experimental Paradigm Reveals the Role of Emotions", *Political Psychology*, n° 28(6), p. 689-717
- Miller J.M., J.A. Krosnick et L.R. Fabrigar, 2017, "The origins of policy issue salience" dir. publ. Krosnick J.A., I-C.A. Chiang et T.H. Stark, *Political Psychology: New Explorations*, Londres, Routledge, p. 125-177
- Niemi R.G. et L.M. Bartels, 1985, "New Measures of Issue Salience: An Evaluation", *The Journal of Politics*, n° 47, p. 1212-1220
- Neundorf A, Adams J., 2018, "The Micro-Foundations of Party Competition and Issue Ownership: The Reciprocal Effects of Citizens' Issue Salience and Party Attachments", *British Journal of Political Science*, n° 48(2), p. 385-406
- Oppermann Kai et Viehrig Henrike, 2008, "Issue salience and the domestic legitimacy demands of European integration. The cases of Britain and Germany", *European Integration online Papers*, n° 12(2)
- Ostrom C.W., Simon D.M., 1985, "Promise and Performance: A Dynamic Model of Presidential Popularity", *The American Political Science Review*, n° 79, p. 334-358
- Pedraza F.I., Nichols V.C., LeBeón A.M.W., 2017, "Cautious Citizenship: The Deterring Effect of Immigration Issue Salience on Health Care Use and Bureaucratic Interactions among Latino US Citizens", *J Health Polit Policy Law* 2017, n° 42(5), p. 925-960
- Reif K., et H. Schmitt, 1980, "Nine second-order national elections – A conceptual framework for the analysis of European election results", *European Journal of Political Research*, n° 8(1), p. 3-44
- RePass D.E., 1971, "Issue Salience and Party Choice", *American Political Science Review* n° 65, p. 389-400 Riker W.H., 1993, *Agenda Formation*, Ann Arbor, Michigan University Press
- Roberts M., Wanta W., Dzwo T.-H. (Dustin), 2002, "Agenda Setting and Issue Salience Online", *Communication Research* n° 29, p. 452-465
- Salwen M.B., 1988, "Effect of Accumulation of Coverage on Issue Salience in Agenda Setting", *Journalism Quarterly*, n° 65(1), p. 100-108
- Scharkox M., J. Vogelgasang, 2011, "Measuring the Public Agenda using Search Engine Queries", *International Journal of Public Opinion Research*, n° 23(1), p. 104-113
- Smith Craig A., Kelly N. Haynes, Richard S. Lazarus, et Lois K. Pope, 1993, "In Search of 'Hot' Cognitions", *Journal of Personality and Social Psychology*, n° 65, p. 916-929
- Spendzharova A., Versluis E., 2013, "Issue salience in the European policy process: what impact on transposition?" *Journal of European Public Policy*, n° 20, p. 1499-1516

Stokes D.E., 1963, "Spatial Models of Party Competition", *American Political Science Review*, n° 57(2), p. 368-377

Vergeer M., Franses P.H., 2016, "Live audience responses to live televised election debates: time series analysis of issue salience and party salience on audience behaviour", *Information, Communication & Society* n° 19, p. 1390-1410

Visser P.S., J.A. Krosnick et J.P. Simmons, 2003, "Distinguishing the Cognitive and Behavioral Consequences of Attitude Importance and Certainty", *Journal of Experimental Social Psychology (mars)* n° 39, p. 118-141

Walgrave S., A.Tresch et J. Lefevere, 2015, "The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership", *West European Politics*, n° 38(4), p. 778-796

Walgrave S. et J. Lefevere, 2013, "Ideology, salience and complexity: determinants of policy issue incongruence between voters and parties", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties* n° 23(4), p. 456-483

Weaver D., 1991, "Issue Salience and Public Opinion: Are There Consequences Of Agenda-Setting?" *Int J Public Opinion Res* n° 3, p. 53-68

Weissert C.S., 1991, "Issue Salience and State Legislative Effectiveness", *Legislative Studies Quarterly*, n° 16(4), p. 509-520

Wlezien C., 2005, "One the salience of political issues: The problem with the 'most important problem'", *Electoral Studies*, n° 24(4), p. 555-579

Yang Z.J., 2016, "Altruism During Ebola: Risk Perception, Issue Salience, Cultural Cognition, and Information Processing", *Risk Analysis*, n° 36(6), p. 1079-1089



Contact:

EMM4_team@icmpd.org

Adresse :

Bureau de coordination régional pour la Méditerranée de l'ICMPD:

Development house, 4A / St Anne Street / Floriana, FRN 9010 / Malta tel:+356 277 92 610



www.icmpd.org/emm4



emm4_team@icmpd.org



[@EMM4_migration](https://twitter.com/EMM4_migration)